L'ALLEMAGNE SE SOUVIENT

Hitler ou les leçons du passé

De brèves cérémonies ont marqué hier, dans les deux Berlin, le cinquantenaire de la prise du pouvoir en Allemagne par Hitler. A Berlin-ouest, le chancelier Helmut Kohl et l'un de ses prédécesseurs, Willy Brandt, ont exhorté leurs concitoyens à ne pas oublier les leçons du passé. A Berlin-est, le chef de l'Etat, Eric Honecker, a déposé une gerbe au mémorial « pour les victimes du fascisme et du militarisme ». La veille, en Allemagne de l'Ouest, plus de 50,000 personnes avaient manifesté contre le fascisme.

page B 4

SPORTS

John Riggins, le numéro 44, a été choisi le joueur le plus utile. Il a gagné 166 verges, un record pour un match du Super Bowl.

27-17

Les Redskins l'emportent grâce à l'ouragan Riggins

pages 2 à 4,10,11 et 15



photo UPI

LE BEAVER CLUB
BRUNCH DU MARCHÉ
CHAQUE DIMANCHE À L'HÔTEL REINE ELIZABETH 861-3511

la presse
LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE

MONTRÉAL, LUNDI **31** JANVIER 1983, 99e ANNÉE, n° 25, **56** PAGES, **4** CAHIERS • LA MÉTÉO: FAIBLE NEIGE. DEMAIN: BEAU TEMPS. MIN.: −4°, MAX.: 2°, DÉTAILS PAGE A 2

35 cents
HORS DE LA ZONE MÉTROPOLITAINE 45¢

LES ENSEIGNANTS SE RETROUVENT ISOLÉS

Les infirmières sont au travail



Peu avant minuit, des piquets de grève dressés par les membres de l'Union des employés de service (FTQ), assistés de quelques professionnels du gouvernement, faisaient leur apparition devant l'hôpital Saint-Luc de Montréal. photo Armand Trottier, LA PRESSE

■ Les premiers piqueteurs ont commencé à faire leur apparition, peu avant minuit, aux abords de certains centres hospitaliers de la métropole, le gouvernement Lévesque n'ayant pas réussi à éviter tout débrayage dans les hôpitaux.

Malgré tout, il aura, dans les faits réussi à isoler, petit à petit, les enseignants du reste des travailleurs du secteur public et à restreindre l'efficacité d'une grève dans le secteur des affaires sociales.

PIERRE VENNAT et PIERRE VINCENT

Dans une journée fertile en émotions, le gouvernement a en effet réussi hier à écarter la menace de débrayage des infirmières, des professionnels paramédicaux et, du moins pour l'instant, celle des fonctionnaires.

De plus, il a même réussi à renouer le dialogue avec la Fédération des affaires sociales de la CSN, considérée comme son adversaire le plus coriace dans ce secteur.Le président de la Fédération des affaires sociales, Yves Lessard, a déclaré à LA PRESSE hier soir qu'il maintenait toujours son ordre de grève tout juste avant de s'enfermer avec le négociateur gouvernemental Lucien Bouchard dans le but d'éviter l'affrontement.

Par conséquent, même si la FTQ et la CSN maintenaient encore hier soir leur mot d'ordre de débrayage dans le secteur des affaires sociales, la situation, au dire du ministre Pierre-Marc Johnson, ne devrait donc être nullement catastrophique dans ce secteur aujourd'hui et se rapprocherait de la normale.

Ce faisant, la possibilité de convoquer l'Assemblée nationale pour l'adoption d'une loi spéciale s'estompe, le cabinet devant étudier la situation ce midi.

Voir autres informations en pages A 2, A 3 et A 5

Ceci dit, le ministre Yves Bérubé a confié hier soir que même si la situation devait être paisible dans les hôpitaux, le gouvernement ne saurait tolérer longtemps une grève illégale de la part des enseignants.

Hier après-midi, la Fédération des syndicats professionels des infirmières et infirmiers du Québec, qui regroupe quelque 15,000 membres à travers le Québec, décidait de retirer son mot d'ordre de grève pour aujourd'hui.

La FSPIIQ donnait comme raison l'impossibilité d'opposer un rapport de force valable au gouvernement et le fait que ce dernier a modifié son attitude et a satisfait à certaines demandes de la Fédération.

Plus tôt dans la journée, le Regroupement des infirmiers et infirmières du Québec, ayant obtenu une majorité en faveur de la ratification de l'entente de principe conclue avec le gouvernement jeudi, avait lui aussi retiré

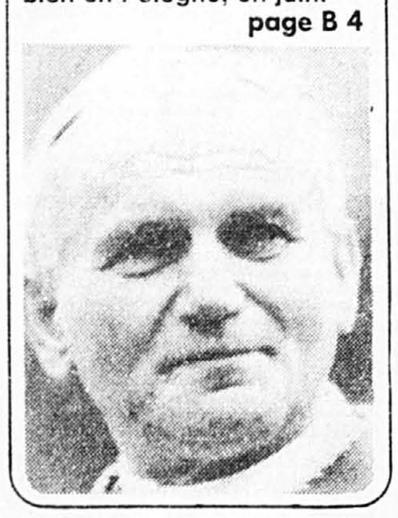
voir INFIRMIÈRES en A 2

AVANT LA VENUE DE JEAN-PAUL II

L'Église de Pologne réclame l'amnistie

L'Eglise polonaise a demandé hier aux autorités communistes de décréter l'amnistie pour créer les conditions nécessaires à la venue du pape Jean-Paul II en Pologne. La lettre pastorale, lue dans toutes les églises catholiques du pays, précise que le souverain pontife arrivera le 18 juin prochain. Il semble que l'épiscopat ait décidé de forcer la main aux autorités en tenant pour acquis, malgré le silence officiel, que le pape se rendra bien en Pologne, en juin.

page B 4





Le chef conservateur devra affronter mercredi le caucus de ses députés dont au moins la moitié conteste plus ou moins ouvertement son leadership. photo UPC

REVIREMENT À WINNIPEG

Clark reporte sa démission

■ WINNIPEG — Dans un revirement qui a momentanément semé la confusion chez les observateurs, M. Joe Clark a décidé de reporter à une date indéterminée la démission qu'il avait pourtant promise vendredi soir, à la suite du verdict de ses troupes.

Le président du nouvel exécutif national du Parti progressiste-conservateur, M. Peter Elzinga, a lu hier à la presse une déclaration laconique dans laquelle on annonce que M. Clark « a indiqué à l'exécutif son intention de démissionner comme leader du parti et chef de l'Opposition à un moment approprié ».

LYSIANE GAGNON et GILBERT LAVOIE
envoyés spéciaux de LA PRESSE

Vendredi soir, 66,9 p. cent des délégués au congrès de Winnipeg, ont renouvelé leur confiance envers leur chef, mais ce dernier a jugé que ce mandat, de seulement 0,5 p. cent plus élevé que celui accordé en 1981, était insuffisant pour lui permettre de continuer à diriger le parti.

Autres informations en page A 4

Hier, il a demandé à l'exécutif de faire les démarches nécessaires pour déterminer où et quand pourrait se tenir le congrès au leadership. Selon les informations recueillies par LA PRESSE samedi soir auprès des principaux responsables du parti, il sera difficile de trouver des locaux disponibles d'ici à l'été à

voir CLARK en A 2

AUJOURD'HUI

- **CÉRÉALES**
  Le gouvernement fédéral dévoilera demain sa nouvelle politique sur le transport des céréales entre l'Ouest et l'Est du pays.
  page B 1
- **CLARK, LE MAL-AIMÉ**
  En éditorial, Michel Roy commente le « triste destin du chef mal-aimé », Joe Clark.
  page A 6
- **CALIFORNIE**
  Les Californiens ont eu droit à une journée de répit, hier, après quatre tempêtes successives au cours des derniers jours.
  page C 1
- **AUTOCHTONES**
  Un seul véritable thème sera traité à la conférence fédérale-provinciale sur les droits aborigènes, les 15 et 16 mars: le pouvoir.
  page A 10

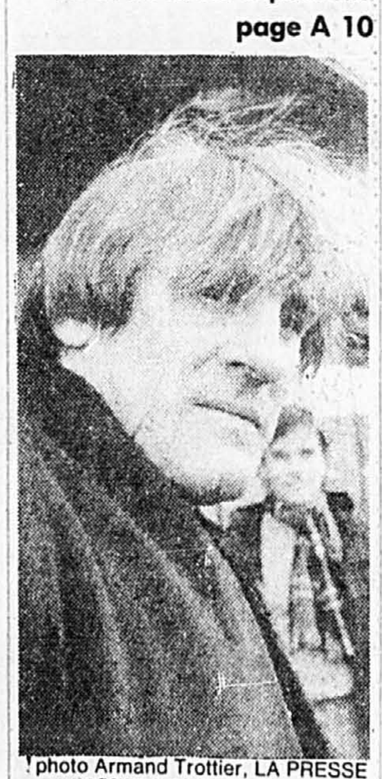


photo Armand Trottier, LA PRESSE

- **DEPARDIEU**
  Le comédien français Gérard Depardieu est arrivé à Montréal hier pour faire la promotion de son dernier film, « Le retour de Martin Guerre ».
  page C 4

SOMMAIRE

Annonces classées B 3, C 6 à C10 et sports 16
Arts et spectacles
—Informations - - C 3 à C 5
—Cinéma - - - - - - - - - - B 6
Décès, naissances, etc. - - - C 11
Économie - - - - - - - - - - B 1 à B 3
Êtes-vous observateur? - - - - - C 8
FEUILLETON - - - - - - - - - - - - C 6
Horoscope - - - - - - - - - - - - - C 8
Le monde - - - - - - - - - - - - - B 4
Loterie-résultats - - - - - - - - A 11
Mots croisés - - - - - - - - - - - C 10
Quoi faire aujourd'hui - - - - - B 6
Télévision - - - - - - - - - - - - - C 4
—Télé-câble - - - - - - - - C 4
Tribune libre - - - - - - - - - - - A 7

TABLOÏD SPORTS

Bandes dessinées - - - - - - - - - 18
Mots croisés - - - - - - - - - - - - 18

INFIRMIÈRES

SUITE DE LA PAGE A 1

ergothérapeuthes, des physiothérapeutes, etc., il était très près, hier soir, d'en venir à une entente négociée avec le gouvernement.

En conséquence, le débrayage qui devait débuter à minuit s'annonçait hier soir moins préjudiciable pour la sécurité du public qu'on le craignait d'abord, les médecins et la quasi-totalité des infirmières du Québec refusant d'emboîter le pas, sauf là, bien sûr, où les piquets de grève seront trop importants pour leur permettre de vaquer à leurs occupations normales.

Chose certaine, l'on ne pouvait plus parler de grève générale, ce qui ne veut pas dire qu'il ne pourrait pas s'agir d'un débrayage important.

Le Syndicat des fonctionnaires, quant à lui, vient de remettre sa menace de débrayage à mercredi, puisque moins de 30 pour cent de ses membres en règle sont en faveur d'un débrayage. En effet, seulement 56 pour cent des fonctionnaires ont voté sur les moyens de pression et seulement 52 pour cent parmi ceux-ci étaient en faveur de la gréve. De plus, il semblait, hier soir, que ce dernier syndicat était, lui aussi, près d'une entente avec le gouvernement.

Par ailleurs, le ministère de la Justice faisait savoir que ce matin, le nombre de plaintes déposées contre des salariés pour avoir débrayé illégalement la semaine dernière dépassera 5,000. Ces salariés seront choisis parmi ceux qui ne se sont pas présentés au travail et sont passibles d'amendes variant entre $25 et $100 s'ils sont reconnus coupables.

Toutes ces manoeuvres ont pour effet pratique d'isoler les enseignants, tant du secteur des cégeps que des écoles élémentaires et secondaires, du reste du secteur public, ainsi que les professionnels du gouvernement qui ont eu le malheur de se greffer à la CEQ pour participer au Front commun. Dès hier soir, d'ailleurs, les stratèges de la CEQ réévaluaient toute la situation.

Hier soir, aucune reprise des pourparlers n'était en vue dans le secteur de l'éducation et il semble bien que les écoliers de l'élémentaire et du secondaire et les étudiants de niveau collégial du Québec devront se passer de cours cette semaine.

En attendant que la crise soit complètement réglée, toutes les institutions des affaires sociales recommandent aux patients de se diriger, dans la mesure du possible, vers les nombreuses cliniques privées que l'on retrouve un peu partout et dont certaines sont ouvertes 24 heures par jour, de façon à ne pas engorger inutilement les hôpitaux.

CLARK

SUITE DE LA PAGE A 1

Montréal, Ottawa ou Toronto. On indiquait par ailleurs que cela serait probablement possible à Winnipeg.

M. Elzinga a déclaré que l'exécutif se réunirait de nouveau à la mi-février. D'ici là toutefois, M. Clark devra affronter mercredi le caucus de ses députés, dont au moins la moitié conteste plus ou moins ouvertement son leadership depuis longtemps.

M. Elzinga s'est refusé à tout commentaire et a tenté d'éviter les questions des journalistes, mais l'un des permanents du parti a laissé échapper l'interrogation suivante : « Pourquoi M. Clark devrait-il démissionner si personne ne se présente contre lui au leadership ? ». Cette question soulève l'hypothèse suivante : M. Clark pourrait avoir été tenté de gagner du temps à la fois pour renforcer sa mainmise sur l'organisation du parti et pour forcer ses adversaires à se manifester. « La campagne commencera,a d'ailleurs déclaré hier le chef conservateur, quand quelqu'un contestera mon leadership. Jusqu'à présent, nous avons combattu des fantômes. Nous verrons si de vrais candidats émergeront. Mais je ne suis pas en mesure à ce moment-ci, de dire précisément comment je vais réagir.

La situation actuelle n'est pas claire sous l'angle juridique : la constitution du parti ne dit pas en toutes lettres, que le leader démissionnaire doit abandonner immédiatement toutes ses fontions s'il désire être candidat au leadership.

M. Clark a donc jugé possible d'attendre encore quelque temps avant de démissionner de ses fonctions de leader de l'Opposition aux Communes, et de chef du parti.

Il a justifié sa décision en expliquant qu'il est nécessaire de connaitre toutes les implications juridiques d'une démission. On a donné en exempie qu'advenant une élection complémentaire, les candidats doivent avoir la signature du leader. De même, le chef d'un parti doit signer régulièrement tous les documents requis pour la bonne marche des activités du parti. Mais même parmi l'entourage de M. Clark certains sont sceptiques et se demandent s'il ne s'agirait pas là d'une initiative purement tactique de sa part.

On doute toutefois que le caucus des députés accepte à sa réunion de mercredi, tout délai qui ressemblerait à une mesure dilatoire.



Une effigie du premier ministre René Lévesque a été « coupée » symboliquement en représailles des réductions de salaire de près de 20 p. cent affectant bon nombre de syndiqués du secteur public. téléphoto UPC



Quelques manifestants n'ont pas hésité à associer le gouvernement du Parti québécois à celui du parti nazi, dont le chef prenait le pouvoir en Allemagne trente ans plus tôt, à une journée près. téléphoto UPC

33 000 syndiqués ont manifesté dans l'ordre contre l'État-employeur

■ QUEBEC — La manifestation du Front commun des travailleurs de l'Etat, samedi à Québec, a connu un franc succès, puisqu'elle a réussi à attirer quelque 33 000 personnes sur la colline parlementaire et que son déroulement s'est fait dans la discipline et l'ordre. Il s'agissait de la plus importante manifestation à se tenir à Québec depuis 1972.

CLAUDE-V. MARSOLAIS
notre bureau de Québec

Organisée par les centrales syndicales et les syndicats indépendants du secteur public afin de protester contre les lois 70 et 105 et aussi contre l'intention avouée du gouvernement d'adopter une loi spéciale de retour au travail, la manifestation avait pris son élan à partir de quatre lieux de rassemblement de la ville de Québec, et s'est terminée sur la colline parlementaire où les chefs syndicaux se sont adressés à la foule.

C'est le groupe composé de la CEQ et du Syndicat des professionels du gouvernement qui composait le plus important cortège avec quelque 18 000 personnes, suivi du groupe de la CSN avec 10 000, des syndicats indépendants avec près de 4 000 personnes et de ceux affiliés à la FTQ avec un millier de syndiqués.

Bien que la foule massée devant l'Assemblée nationale arborait des milliers de pancartes et de banderolles qui faisaient appel à la dignité et dénonçaient le mépris et l'autoritarisme du gouvernement Lévesque, on ne sentait par un enthousiasme délirant malgré la température relativement douce.

Mesures de sécurité exceptionnelles

Les manifestants se sont comportés de façon exemplaire, de sorte que les forces de l'ordre n'ont pas eu à intervenir. Mais elles avaient pris des mesures extraordinaires pour parer à toute éventualité.

S'il y avait relativement peu de policiers autour de l'Assemblée nationale, des centaines d'agents et d'officiers de la Sûreté du Québec, y compris ceux de l'escouade anti-émeute, étaient entassés à l'intérieur avec tout le matériel requis pour venir à bout des manifestants les plus violents. Les habituels longs bâtons, les casques protecteurs, les grenades de gaz lacrymogène, mais aussi des boyaux d'arrosage disposés devant les entrées principales, au cas ou il aurait fallu refroidir l'ardeur de certains.

La « maison du peuple » était temporairement devenue celle de la SQ, qui occupait même le Salon bleu et le Salon rouge, d'où leurs caméramans filmaient les moindres faits et gestes des manifestants. Les journalistes, à peine tolérés, n'avaient plus accès aux deux minuscules « salons » qui leur sont habituellement réservés, où prenaient place, là aussi, cinéastes et observateurs en uniforme.

Sept porte-parole syndicaux se sont adressés à la foule, mais c'est le président de la CEQ, M. Yvon Charbonneau, qui a été le plus rayonnant en signalant que la stratégie gouvernementale avait été un échec, puisque le Front commun tenait toujours même si des pressions très fortesse faisaient sentir du côté des Affaires sociales.

Dans son discours d'une quinzaine de minutes transmis sur la place à travers quelque 30 caisses de son, M. Charbonneau a signalé que les travailleurs du secteur public s'étaient rassemblés devant l'Assemblée nationale afin de rejeter les politiques antidémocratiques de ce gouvernement de « gamblers » cyniques. Il a dénoncé certains renégats maintenant liés au Parti québécois tels Clément Richard, ex-procureur de la CSN et du Front commun en 1972, devenu ministre des Affaires culturelles, Robert Dean, ex-leader des Travailleurs unis de l'automobile devenu député de Prévost, et Guy Chevrette, ex-dirigeant de la CEQ devenu ministre du Loisir, de la Chasse et Pêche.

Soulignant que ie gouvernement Lévesque avait négocié l'avenir des Québécois à genoux et de façon humiliante face à Ottawa, le président des enseignants a constaté qu'il empruntait les manies de Trudeau, de Thatcher et de Reagan en tentant de faire plier l'échine aux salariés des services publics.

Le discours du président de la FTQ, M. Louis Laberge, quoique bref, a soulevé l'enthousiasme parmi les manifestants lorsqu'il a rappelé la condamnation à des peines de prison des dirigeants syndicaux des employés d'entretien de la CTCUM. « La prison, a-t-il dit, c'est pas fait pour les cochons. La preuve... Je n'y ai jamais rencontré un ministre. »

Quant au président de la CSN, M. Donatien Corriveau, il a revendiqué au nom des travailleurs le droit à la libre négociation en faisant appel au sens humanitaire du gouvernement. Plus tard, sur les ondes d'une station radio, il a indiqué que si le gouvernement ne profitait pas des deux prochains jours pour faire des concessions, il pourrait affronter des actes de violence dans l'éventualité de l'adoption d'une loi répressive cette semaine.

Pour sa part, Mme Hélène Pelletier, présidente de la Fédération des syndicats professionnels d'infirmières, a indiqué la détermination de ses 15 000 membres à être respectés comme femmes et travailleuses. A des journalistes, elle a signalé que même si une entente intervenait dans les prochains jours avec le gouvernement, les infirmières respecteraient les lignes de piquetage dressées par d'autres groupes du secteur public.

Enfin, le président du Syndicat des fonctionnaires, M. Jean-Louis Harguindeguy, s'est dit assuré que son groupe se joindrait à la grève dès mardi prochain.

$30 millions de cocaïne saisie

■ LOS ANGELES (AFP) — Environ 70 kilos de cocaïne, valant $28,6 millions, ont été saisis à bord d'un cargo et 15 personnes ont été arrêtées, dimanche, dans le port de Los Angeles.

La drogue était destinée à fournir un vaste réseau de trafiquants dirigés par des Colombiens, a indiqué un porte-parole de la police.

Il s'agit de la plus importante saisie de cocaïne effectuée à Los Angeles. Il y a deux semaines, près de 100 kilos de cocaïne avaient été saisis à San Francisco.

Israël : bombe contre l'ambassade allemande

■ TEL—AVIV (AP) — Une grenade a été lancée, dimanche soir, sur l'ambassade d'Allemagne de l'Ouest à Tel-Aviv. Il n'y a pas eu de blessés mais une voiture a été endommagée devant le bâtiment.

Aucune organisation n'avait revendiqué, dimanche soir, la responsabilité de l'attaque.

Dimanche marquait le 50ème anniversaire de l'accession au pouvoir de Hitler. Une cérémonie a été organisée à Jérusalem à la mémoire des six millions de juifs tués par le régime nazi.

Naissance à 11 000 m

■ KARACHI (AFP) — Une femme a donné naissance, dimanche, à un garçon à environ 11,000 mètres d'altitude dans un avion faisant la liaison Dacca (Bangladesh) Karachi (Pakistan), a-t-on appris de sources informées à Karachi.

A mi-parcours, alors que l'avion survolait le désert indien du Rajasthan, Mme Mazmoon Mkhatoon Khan se rendit aux toilettes d'où rapidement elle appela à l'aide. Son bébé venait de naître ... et de tomber dans la cuvette des wc.

Deux hôtesses l'aidèrent à récupérer l'enfant, le douzième de Mme Khan, le lavèrent puis l'enveloppèrent dans une chaude couverture avant de le mettre sous oxygène.

LA MÉTÉO

AUJOURD'HUI: Min.: − 4 Max.: 2
FAIBLE NEIGE

DEMAIN: BEAU TEMPS

La Quotidienne
Tirage SAMEDI: 7908 | Numéro-boni: 395386

Québec

	Min.	Max.	Aujourd'hui
Abitibi	− 6	− 4	Nuageux
Outaouais	− 2	0	Faible neige
Laurentides	− 4	− 2	Faible neige
Cantons de l'Est	− 6	− 2	Faible neige
Mauricie	− 5	− 2	Faible neige
Québec	− 6	− 2	Faible neige
Lac-Saint-Jean	− 5	− 2	Faible niege
Rimouski	− 8	− 4	Nuageaux
Gaspésie	− 8	− 4	Nuageux
Baie-Comeau	− 9	− 5	Faible neige
Sept-Iles	− 9	− 5	Faible neige

Canada

	Min.	Max.	Aujourd'hui
Victoria	4	9	Nuageux
Edmonton	−15	− 3	Nuageux
Regina	−14	− 6	Nuageux
Winnipeg	−21	− 8	Ciel clair
Toronto	− 1	0	Venteux
Fredericton	− 8	3	Ciel vari.
Halifax	− 6	5	Nuageux
Charlottetown	− 6	2	Nuageux
Saint-Jean	−12	− 4	Venteux

États-Unis

	Min.	Max.		Min.	Max.
Boston	4	10	N.-Orléans	10	16
Buffalo	− 5	4	Pittsburgh	− 3	2
Chicago	− 9	− 1	S. Francisco	12	18
Miami	19	27	Washington	4	15
New York	− 2	4	Dallas	6	17

les capitales

	Min.	Max.		Min.	Max.
Amsterdam	4	10	Madrid	1	16
Athènes	7	17	Moscou	− 3	1
Acapulco	20	31	Mexico	3	24
Berlin	0	5	Oslo	− 2	1
Bruxelles	2	10	Paris	8	11
Buenos Aires	26	35	Rome	3	12
Copenhague	4	7	Séoul	1	7
Genève	6	11	Stockholm	− 3	2
Hong Kong	16	18	Tokyo	5	17
Le Caire	8	19	Trinidad	21	27
Lisbonne	6	17	Vienne	6	14
Londres	3	5			

Une preuve que la colère est plus réelle qu'on ne le croit

■ Saint-Hyacinthe avait encore l'air endormie quand le « train de la CSN » y est entré, discrètement, vers les 8h, samedi matin. Rues désertes, seul signe de vie: quelques voitures stationnées devant le Sabot rouge. Personne ne semble se douter que 800 militants en colère sont en « train » de leur passer sous le nez.

PAUL ROY

Mais ils n'ont rien à craindre. C'est sur Québec que fonce le « train de la CSN »! Dans le wagon 56-22, un petit groupe vient d'entonner, sur l'air de *La femme de Jos*: « Les travailleurs sont en colère, révolution! Les travailleurs sont en colère... »

Ils viennent des garderies; il y a aussi des chargés de cours de l'Uqam, des profs du cégep Ahuntsic, des éducateurs du Centre Rivière-des-Prairies, des secrétaires de CLSC et 800 autres syndiqués des secteurs public et parapublic. Ils sont en colère contre ce gouvernement pour qui ils votent à chaque élection.

Ils ont quitté Montréal à 7h30. Des milliers d'autres partiront plus tard, en autobus. A bord du train défilent les vendeurs de macarons, des syndiqués en grève: Holiday Maintenance, Québécor; des travailleurs de garderies vendent des arachides pour suppléer à leurs salaires de « peanuts ». Ils chantent: « Garderie, gardera, garderie, gardera, ha, ha, ha, ha, ha, ha, garderie... »

En disponibilité

Gilles Pigeon, technicien en laboratoire à la CECM depuis dix ans... en disponibilité depuis deux. Il n'est pas d'accord avec ceux qui disent que les travailleurs en disponibilité sont payés à ne rien faire.

Lui, on lui en trouve du travail. On lui fait déballer des boîtes de produits chimiques, détruire d'autres produits chimiques — on le fait même travailler en surtemps — et, à partir d'avril, il a peur qu'on se serve du décret pour lui proposer: « Tu vas nettoyer le bol des toilettes ou c'est la porte! »

En attendant, son salaire d'environ $25 000 par an a été coupé de « $110 clair » par deux semaines. Il trouve ça raide: « J'ai ma femme, ma fille, mes paiements de maison à Laval... »

Il se souvient de son père qui travaillait à la Sun Life. Là, dit-il, ils donnaient des cadeaux aux employés après certains nombres d'années de service. « Nous, on se fait mettre en disponibilité! »

Au retour, samedi soir, Pigeon disait: « J'espère que ça va faire réfléchir le gouvernement, qu'il va comprendre qu'il y a plus de monde en verrat qu'y pense. »

Appui

Mario Campbell, lui, aménagiste de plateau à Radio-Québec, ne se fait pas trop d'illusions. Il doute que le gouvernement puisse revenir en arrière. Il croit par contre que le geste posé par les syndiqués est très important: « 50 000 personnes (le chiffre annoncé lors de la manifestation) qui manifestent, c'est au moins une raison pour le gouvernement de s'asseoir et de méditer. De notre côté, c'était nécessaire pour appuyer tout ce qui va se passer cette semaine. »

Pour Normand Gouger, du Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec, la manifestation, c'était la preuve qu'il n'y a pas que les chefs syndicaux et une minorité de syndiqués qui contestent le décret, qu'une majorité de membres les appuie.

Quoi qu'il en soit, le moral semble bon au retour. On se dit que la manifestation était très réussie; on a pris l'air, marché dans la neige, monté des côtes; on se doute que bien des cartes vont se jouer au cours des prochains jours, mais un air de party s'installe vite dans certains wagons.

Quelques gars « saoûls comme des bottes » chantent du Plume. Un autre groupe se livre à un grand jeu collectif de prises d'otages.

Arrivée à Montréal, vers 21h. On se disperse rapidement. Serge Tremblay, éducateur à l'hôpital psychiatrique pour enfants Rivière-des-Prairies, se dirige vers le métro avec trois collègues. Il dit ne pas savoir ce que la manif va rapporter, mais au moins, « ça prouve qu'il y a ben des mécontents ».

MÊME SI LA CEQ SE PLIAIT À UNE LOI SPÉCIALE

L'école ne pourra pas reprendre cette semaine

■ QUEBEC — Même dans l'éventualité où le gouvernement adopterait une loi spéciale, demain ou mercredi, pour forcer le retour au travail de tous ses employés, et même si les enseignants décidaient de ne pas défier cette loi spéciale, il n'y aura quand même pas d'école cette semaine !

PIERRE VINCENT
de notre bureau de Québec

Il est, en effet, techniquement impossible au syndicat des enseignants de réagir concrètement à une loi spéciale avant au moins deux à trois jours.

Or, il n'est pas prévu que le gouvernement convoque les députés à l'Assemblée nationale avant demain, et peut-être même mercredi. Il faudra, ensuite, quelques heures de débat pour l'adoption de cette loi extraordinaire.

Donc, dans la meilleure des hypothèses, les syndicats ne connaîtront pas la volonté exacte du gouvernement avant le milieu de la semaine. A partir de là, il y aura une réunion des plus hautes instances de la CEQ pour analyser toutes les implications de la loi.

Après quoi on peut normalement présumer que les dirigeants syndicaux reconsulteront les militants de la base et les inviteront à voter en faveur ou contre un retour au travail. « Tout ça est une affaire d'environ trois jours », a expliqué un porte-parole autorisé de la CEQ à LA PRESSE, si bien que les parents peuvent s'attendre à avoir leurs enfants à la maison toute cette semaine.

AYANT REPRIS LES NÉGOCIATIONS

Les fonctionnaires retardent leur grève d'une journée

■ QUÉBEC — Le Syndicat des fonctionnaires provinciaux retarde d'une journée le déclenchement de sa grève générale, illégale et illimitée. Au lieu de joindre le Front commun demain, il le fera mercredi.

PIERRE VINCENT
de notre bureau de Québec

Mais, en même temps qu'il maintient son mot d'ordre de grève, le président du SFPQ, Jean-Louis Harguindeguy, a entrepris des pourparlers de dernière heure, hier soir, avec les négociateurs gouvernementaux.

C'est parce qu'on a estimé que le vote de grève de 52,8 p. cent n'était pas assez fort que la direction du SFPQ a pris cette décision. Aujourd'hui, à moins d'un revirement complet de la situation, les dirigeants du syndicat des fonctionnaires provinciaux auront des consultations avec leurs représentants en région ; ils tenteront, notamment, de rallier la quarantaine de sections (sur 205) qui se sont prononcées majoritairement contre la grève. De les convaincre « à faire un effort collectif », a-t-on dit.

Jean-Louis Harguindeguy explique la faible réponse au mot d'ordre de grève du fait qu'environ 10 000 de ses 37 200 membres ne subissent pas de coupures de salaires, certains auront même droit à une augmentation de salaire de deux p. cent prochainement.

Menaces de congédiement

M. Harguindeguy fait également valoir que des menaces de congédiement proférées par « les petits boss en région » ont certainement amené des syndiqués à voter contre la grève, tandis que d'autres se seraient laissés intimider, ajoute-t-il, par les fuites parues dans les journaux, faisant état des mesures exceptionnellement sévères que le gouvernement s'apprêtererait à prendre.

Compte tenu des circonstances, le président du SFPQ se dit quand même satisfait des résultats et les qualifie « d'encourageant » et de « bon départ ».

Le résultat de la consultation syndicale, menée chez les fonctionnaires provinciaux jusqu'à la fin de semaine dernière, révèle que 56 p. cent des membres se sont prévalus de leur droit de vote. 10 923 fonctionnaires provinciaux ont voté pour la grève.

C'est en Gaspésie qu'on s'est prononcé le plus fortement en faveur de la grève, alors qu'en Mauricie deux syndiqués sur trois se sont dit contre la grève. A Montréal et à Québec, les syndiqués ont voté en faveur de la grève dans des proportions plus élevées que la moyenne provinciale.

Le SFPQ dispose d'un fonds de grève de $7,5 millions, et son président s'est dit prêt à faire de la prison au besoin, « à condition qu'on m'apporte des clémentines ».



photo Pierre Côté, LA PRESSE

Il n'y manquait que la neige

La neige était rare, mais la Fête des neiges, elle, battait son plein au cours du week-end à l'île Notre-Dame. Samedi et hier, quelque 12 000 Montréalais s'y sont rendus, participant aux diverses activités sportives organisées par le Service des sports et loisirs de la Ville de Montréal. Au menu d'hier, un marathon sur glace qui a attiré 1 000 participants. La Fête des neiges se poursuit aujourd'hui et au cours du week-end prochain. De plus, tant que durera la grève dans les écoles, les centres de loisirs de la municipalité ouvriront chaque jour à compter de 9h. Habituellement, ils sont ouverts à partir de 14h. Les jeunes pourront également se rendre à l'île Notre-Dame, où l'équipe du Centre nautique et de plein air de Montréal les accueillera. Plusieurs activités de plein air sont prévues et on assure que les jeunes seront bien encadrés. Il y aura des jeux, des tirages et la mascotte « Son excellence le seigneur Boule de neige, grand ours des îles et roi du plein-air », effectuera de fréquentes sorties.



Des voitures plutôt modestes... pour nos édiles

■ Depuis l'arrivée de M. Jean Drapeau à la mairie de Montréal, pour trois ans en 1954 et pour l'éternité en 1960, son administration a surtout proposé des projets gigantesques aux Montréalais. Qu'on pense au métro, à l'Expo 67, aux Jeux olympiques, à la Place des arts, au Village olympique, etc.

Mais si le maire a habitué les Montréalais au faste et au luxe, on ne pourra certainement pas l'accuser actuellement de rouler sur l'or, du moins pas à ce qui a trait au parc d'automobiles réservées aux principaux dirigeants de la Ville.

En effet, renseignements pris auprès du bureau de M. Yvon Lamarre, président du Comité exécutif, on apprend que le maire Jean Drapeau roule dans une voiture déjà vieille de quatre ans (une Lincoln 1979), que le président Lamarre du Comité exécutif se déplace dans une Oldsmobile 1981, et que les sept autres automobiles mises à la disposition des membres du Comité exécutif et des hauts-fonctionnaires sont des voitures de type intermédiaire construites entre 1975 (eh oui!) et 1981.

Outre le maire et le président du Comité exécutif, seulement deux haut-fonctionnaires jouissent d'une voiture fournie par la Ville, soit le directeur du Service des travaux publics et le deuxième haut-fonctionnaire le mieux payé de la Ville, M. Richard Vanier, et un de ses adjoints, M. René Morency. Une troisième est réservée au Service des incendies, tandis que les quatre autres font partie d'un « pool ».

Un départ regrettable

La Ville de Montréal vient de perdre son haut-fonctionnaire le plus crédible, pour ne pas dire le plus compétent, à la suite de la démission (certains malains préféreront parler d'une « libération » au sens propre du mot) de M. Pierre Shooner, commissaire général de la Commission d'initiative et de développement économique de Montréal (mieux connue sous le nom de CIDEM) depuis 1979. La démission de M. Shooner entre en vigueur le 28 février prochain.

Jadis directeur de la Chambre de commerce de Montréal, M. Shooner avait donné une certaine crédibilité aux efforts de développement économique de l'administration Drapeau-Lamarre, d'autant plus que le maire Drapeau et ses différents présidents du comité exécutif privilégiaient beaucoup plus les mégaprojets avant l'arrivée de M. Shooner sur la scène municipale.

M. Shooner était en pourparlers depuis l'automne dernier avec son nouvel employeur, la compagnie d'assurances « *Les Coopérants* », une entreprise de quelque 400 personnes et dont le chiffre d'affaires se situe aux environs de $500 millions. À titre de vice-président exécutif, M. Shooner devra notamment s'attarder à résoudre les nombreux problèmes découlant de la fusion de « *Les Coopérants* » avec « *Les Artisans* », il y a un an.

Une certaine contradiction

On sait que la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal s'appuie sur des considérations économiques pour justifier l'abandon de la ligne 65 et son refus de la remettre en service malgré les pressions du milieu.

Ce souci de la bonne administration serait sans doute louable si, en même temps, la CTCUM ne desservait pas l'Île des Soeurs par deux circuits d'autobus (12 et 168), tout simplement pour prouver aux usagers qu'ils n'avaient pas eu raison de se plaindre en 1980 lorsqu'elle avait décidé de changer le parcours du circuit 12.

En janvier 1982, la Commission des transports du Québec devait donner raison aux usagers, mais la CTCUM décidait de maintenir les deux services au lieu d'éliminer celui qu'elle avait modifié à l'encontre des désirs des usagers.

Un dossier sur la tablette

À chaque fois que la CTCUM procède à une modification de sa grille tarifaire (ce qui arrive trop souvent, diront certains cyniques), les lignées se font plus longue pour le tourniquet adjacent au guichet, à cause de la nécessité d'ajouter une pièce de monnaie avec les « tickets périmés ». Cette situation amène à chaque fois certains usagers à s'informer de l'éventualité d'une carte mensuelle qu'on pourrait utiliser dans les tourniquets automatiques. Or, renseignement pris auprès de la CTCUM, ce projet ne fait certainement pas partie des priorités de la commission de transport. On peut donc avancer que ce n'est pas pour demain...

Des contrôles ponctuels

Il était fait mention récemment du fait que certains usagers du transport collectif montréalais pouvaient « tricher » à l'occasion, par exemple en prêtant leur carte mensuelle à un ou plusieurs autres usagers, ou encore en ne payant pas le plein tarif. Et on connait le sort réservé à certains percepteurs qui ont tenté de faire payer ce plein tarif.

Cette arrogance qui risque fort de prendre des proportions épidémiques si on n'y voit pas rapidement, s'explique par le fait que certains usagers ont la certitude de ne jamais se faire prendre.

La CTCUM pourrait contrer ce laisser-aller en procédant à des contrôles ponctuels impliquant les percepteurs et les policiers du métro, contrôles au cours desquels on pourrait prendre le temps de vérifier la photo de l'usager de la CAM, le montant versé par l'usager, etc. En outre, en changeant régulièrement de station, les responsables de ces contrôles sèmeraient une saine incertitude chez ces usagers qui s'imaginent pouvoir impunément faire tout ce qu'ils veulent dans le métro.

Ces contrôles seront d'autant plus faciles avec l'implication prochaine des « *Anges gardiens* » dans le métro.

Un spectacle bien préparé

S'il faut en juger par l'enthousiasme des dirigeants et le soin qu'ils mettent à sa préparation, la manifestation connue sous le vocable « *Québec 1534-1984* » sera un succès grandiose. Et cette situation explique sans doute la facilité avec laquelle les troupiers du vice-président exécutif P.-A. Michaud (ex-président de Loto-Québec) parviennent, avec l'appui de la société Cominter, à convaincre les entreprises à investir dans l'aventure, la plus récente étant la brasserie Labatt. Cet événement commémorera le 450e anniversaire de la découverte du Canada et il sera surtout marqué par la venue à Québec des voiliers les plus grands et les plus spectaculaires du monde.

Déjà 5 000 plaintes déposées

■ QUEBEC (PC) — Quelque 5,000 plaintes ont été déposées contre des syndiqués qui ont participé à la grève illégale du front commun, a fait savoir un porte-parole du ministre de la Justice, M. Normand Saint-Hilaire.

Les première plaintes contre les grévistes ont été déposées jeudi par le ministre après que des enseignants de cégeps aient débrayé illégalement.

La loi prévoit des amendes variant de $25 à $100 dans le cas des salariés, de $1 000 à $10 000 pour les dirigeants syndicaux et de $5 000 à $50 000 pour les syndicats.

Autres nouvelles en page A-5

Seulement 2 morts à déplorer sur les routes ce week-end

■ (PC) — La Sûreté du Québec rapporte qu'au moins deux personnes ont péri de façon accidentelle sur les routes du Québec au cours du week-end.

Une première tragédie s'est produite vers 23h vendredi sur la route 138, à Batiscan, comté de Champlain, quand une voiture est allé donner contre un poteau à la suite d'un dérapage, coûtant ainsi la vie à **Denis Doré**, 29 ans, de Notre-Dame de Ham, comté de Wolfe.

Par ailleurs, **Denis Paulhus**, 31 ans, de Ville LaSalle, près de Montréal, a été mortellement renversé par une voiture vers 17h 30 vendredi, sur la route 138 est, près du pont Mercier.

Deux vols à main armée

■ Un individu masqué et armé d'un revolver s'est enfui à pied d'une bijouterie du centre ville avec des bijoux et de l'argent totalisant plus de $4 000, hier après-midi. Le vol est survenu à 15h 55 au 1105, rue Clark. En soirée, vers 20h, autre vol à main armée, celui-là à la Villa du Poulet du 351, rue Régina, à Verdun. Le bandit portait cagoule et était armé d'un couteau. Le montant de ce vol est encore inconnu.

Offrez-vous une visite enrichi$$ante!
LA BOURSE — Voyez comment fonctionne la bourse
LE VILLAGE ÉLECTRONIQUE — Une révolution dans votre vie financière
LES CONSEILS GRATUITS — Offerts par les comptables agréés, notaires et avocats
LES AFFAIRES — Franchises • Subventions • Exportation
SALON DE L'ÉPARGNE-PLACEMENTS — PRÉSENTÉ PAR L'UNIVERSITÉ POPULAIRE
PLACE BONAVENTURE 28 JANV. au 1er FÉV.

«Vous m'apportez toujours les mêmes résultats...! » (Clark)

WINNIPEG — Vendredi soir: 2,000 délégués sont entassés au centre des conférence dans l'attente des résultats du vote qui scellera le sort de Joseph C. Clark. Des millions de téléspectateurs sont partagés entre les séries populaires américaines et la conclusion du grand théâtre présenté par les conservateurs à Winnipeg.

LYSIANE GAGNON
et GILBERT LAVOIE
envoyés spéciaux de LA PRESSE

22 hres 42: les co-présidents du vote, Me Jean Guilbault et le député Pat Carney, mettent fin au suspense: «...en faveur d'une révision du leadership...32,1 p. cent; contre...66,9 p. cent ».

La foule est abasourdie. La longue attente — et les bars disséminés dans la salle — ont fait monter le degré d'émotion de quelques crans. Joe Clark laisse traîner le suspense quelques secondes en disant avoir obtenu une majorité « substantielle », mais il admet finalement son échec: il demandera au nouvel exécutif national de convoquer un congrès à la direction du parti.

Mais avant de s'adresser aux délégués, Joe Clark avait passé une heure à analyser avec ses proches ce nouveau rebondissement dans l'histoire d'un leadership mouvementé, marqué de luttes internes humiliantes et d'intrigues de palais sans pitié.

Ils étaient 12...

Lorsque le dernier des 2,106 délégués habilités à voter a déposé son bulletin dans l'urne, vers 21:15, M. Clark, son épouse Maureen McTeer, et les 10 membres les plus influents du parti, se sont réunis dans une petite salle du Centre des congrès. Etaient présents: Lowell Murray, le meilleur ami du chef, Finlay Macdonald son principal conseiller, Erik Nielsen, son leader parlementaire, Peter Harder et Bill Parson, ses deux adjoints immédiats, les députés Jake Epp, Don Mazankowski et Bill Jarvis, l'ancien ministre David Macdonald, et l'organisateur en chef au Québec, Marcel Danis.

Vers 21:50, soit moins de 40 minutes après le vote, le directeur national, M. Pierre Fortier, remet en mains propres à M. Clark, une enveloppe brune, scellée par les vérificateurs du parti, et contenant le verdict des délégués.

« Vous m'apportez toujours les mêmes résultats...! » lance le leader ébranlé à son entourage, en constatant que sa cote de popularité est demeurée prisonnière du 66 p. cent fatidique du congrès de 1981, en dépit de deux ans de travail acharné.

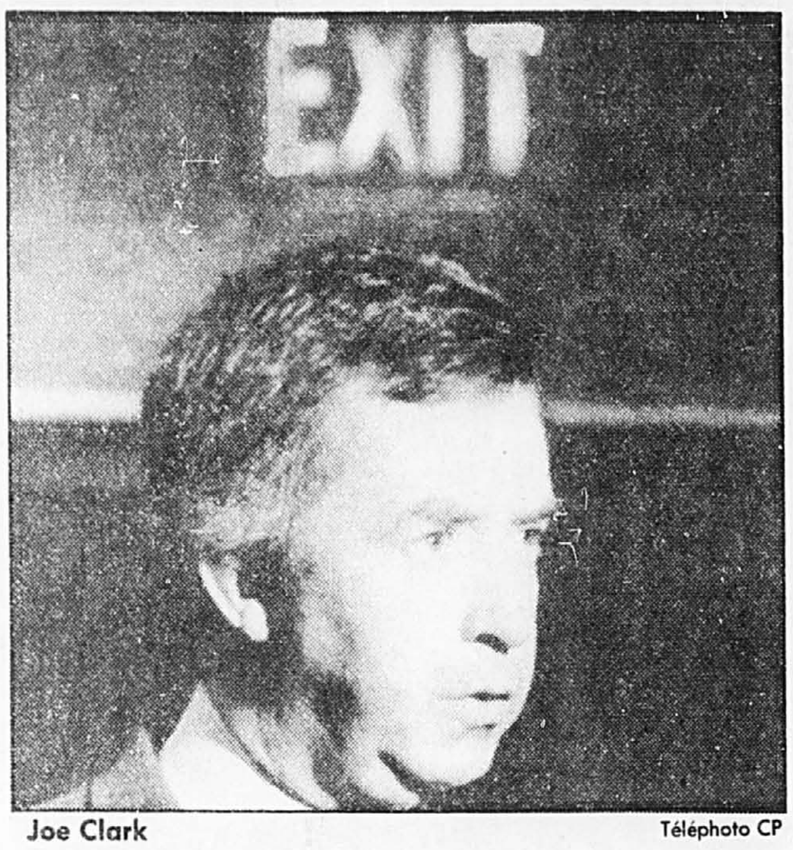
Contenant à peine son émotion, devant une Maureen McTeer en sanglots et ses généraux déconfits, M. Clark fait savoir immédiatement qu'il n'a pas l'intention de s'accrocher à son poste. Certains disent qu'il a alors pleuré comme un enfant avec Mme McTeer, avant d'annoncer sa décision, mais ses adjoints immédiats affirment le contraire.

Le premier choc passé, un tour de table suit immédiatement: sept des participants concluent, avec leur chef, qu'il est plus sage de déclencher un congrès à la direction du parti. Maureen McTeer est de ce nombre. Elle fait valoir qu'il serait inhumain pour sa famille de prolonger le supplice.

Quatre autres personnes, probablement Marcel Danis, Erik Nielsen, Bill Parson et peut-être Lowell Murray, auraient évoqué la possibilité d'interpréter le vote comme un mandat suffisant pour conserver le leadership. L'opinion de Don Mazankowski, cet Albertain influent qui a occupé le portefeuille des transports en 1979, est déterminante: le caucus des députés n'acceptera jamais le leadership actuel dans les circonstances.

22 hres 30: la discussion est terminée. Les adjoints ont 10 minutes pour rédiger quelques notes pour le discours de clôture et prévenir les réseaux de télévision que M. Clark se dirige vers l'estrade.

A 23 hres, heure de Winnipeg (minuit au Québec), tout est terminé. M. Clark et Mme McTeer se dirigent vers la suite présidentielle du Holiday Inn avoisinant, où 200 personnes les attendent.



Joe Clark — Téléphoto CP

Là encore, l'athmosphère est chargée d'émotion.

« C'est quand j'ai vu ma femme éclater en sanglots à notre arrivée, que j'ai eu le plus de mal à me retenir » a raconté un adjoint immédiat de M. Clark, 24 heures plus tard. Les mêmes interlocuteurs ajoutent que M. Clark et sa femme ont alors manifesté un calme extraordinaire.

« C'est Maureen qui consolait les autres à la fin de la soirée » a révélé un délégué.

Vers 1:30 du matin, M. Clark et Mme McTeer reviennent à leur chambre, à l'hotel Westin.

Le frère du leader, M. Peter Clark, un avocat de Calgary, est sur les lieux, de même que l'une des soeurs de Mme McTeer, et quelques amis, dont Lowell Murray et Bill Parson.

Tractations nocturnes

Les larmes étaient à peine séchées dans l'entourage immédiat de M. Clark, que déjà le chef s'attelait à son nouveau défi: remporter la course au leadership.

« Nous avons discuté stratégie immédiatement dès son retour à l'hôtel » raconte un de ses adjoints.

Première hypothèse: l'exécutif national refuse la démission et il n'y a pas de congrès. Mais la possibilité d'une révolte du caucus des députés force les interlocuteurs à rejeter cette thèse immédiatement.

Deuxième hypothèse: la machine de Joe Clark tentera de contrôler l'élection du nouvel exécutif national pour faire passer ses hommes, et être en position de force à l'approche du congrès de direction.

Ses adjoints affirment que M. Clark a quitté la salle à cette étape de la discussion. « Je ne veux rien connaître de ces tractations » aurait-il expliqué en substance.

Le détail de l'opération: offrir aux candidats à la présidence de l'exécutif l'appui de la machine, en échange de certaines assurances quant à la date, l'endroit et la présidence du prochain congrès.

Un adjoint de Peter Elzinga (qui devait le lendemain être élu président du parti) a affirmé à LA PRESSE qu'à trois heures du matin, dans la nuit du 30 janvier, Bill Mcknight, un député de la Saskatchewan, a rencontré M. Elzinga pour lui proposer ce « deal ». Elzinga aurait refusé. Un autre candidat, Peter Vuicic, affirme-t-on du même coup, aurait accepté. Le plan a finalement été abandonné à la suite d'une entente quelques heures plus tard entre les clans en présence.

Les Mulroney

Au moment où M. Clark et son entourage tentaient, au 20e étage de l' hôtel Westin, de définir leur stratégie, au 15 étage du même hôtel, la scène était bien différente.

Brian Mulroney se préparait à descendre avec sa femme Mila au restaurant de l'hôtel. Il avait quitté les lieux du congrès dès après le vote. A cette heure, frais rasé, impeccable dans son complet bleu marine, Brian Mulroney semblait en forme et serein, refusant une interview formelle aux deux reporters qui se présentaient inopinément chez lui, mais bien prêt quand même à s'assoir avec eux sur un banc du 15e, devant l'ascenseur, pour faire un brin de causette... Il parle, parle, parle, de tout et de rien, sans révéler quoique ce soit de très précis sur ses intentions, mais il a tout suivi, il suit tout. De près. Sa femme l'attend au restaurant. De temps à autre, la porte de l'ascenseur s'ouvre, amenant des partisans ou des amis, venus dirait-on payer tribut à leur chef comme autant de vassaux loyaux.

Le lendemain, M. Mulroney n'ira pas au congrès. Tout le monde le cherche mais il est resté dans sa chambre. Il a besoin de sommeil, explique sa femme, le téléphone a sonné toute la nuit.

Samedi, 30 janvier

Les masques sont tombés: les macarons pro-Clark sont disparus de la boutonnière de 50 p. cent des délégués qui les arboraient la veille. Même Roch LaSalle a oublié le sien...

Plusieurs sont déchirés: une employée fidèle du groupe Clark fond en larmes en avouant qu'elle a voté contre son chef après pourtant avoir milité en sa faveur. « J'ai voté pour le bien du parti, dit-elle. M. Clark est si insécure qu'il ne tolère pas de gens forts dans son entourage. »

Joe Clark participe à plusieurs activités et circule dans les corridors. On ne voit pas d'attroupement autour de lui. Indifférence? Malaise? Culpabilité?

Les uns sont désorientés devant l'avenir incertain, mais d'autres sont détendus, soulagés dirait-on. La gaieté qui a manqué au congrès jusqu'au vote fatidique de la veille, est apparue comme par hasard.

Samedi soir: Joe Clark reçoit un accueil chaleureux au diner des délégués.

A une heure du matin, un représentant de LA PRESSE se trouve dans la suite d'hôtel réservée à l'entourage du chef.

A 1 hres 30, Joe Clark arrive, accompagné de sa femme. Il entre, gentil et courtois. Il a l'air à peine fatigué. Il prend 10 minutes pour raconter son premier voyage au Québec, pour narrer sa traversée des Prairies au volant d'un autobus scolaire trop neuf dont le moteur a « chauffé » à Winnipeg, etc...

Bref, des propos de salon surprenants dans un contexte aussi dramatique. Il se retire dans ses quartiers, comme si la vie allait reprendre son cours normal le lendemain matin. C'est à se demander s'il a accepté le verdict de son parti et s'il a vraiment l'intention de démissionner.

LaSalle jure de ne jamais appuyer Mulroney

WINNIPEG — Le deputé conservateur de Joliette, Roch LaSalle, a affirmé que jamais il ne donnerait son appui à Brian Mulroney si ce dernier était candidat à la succession de Joe Clark.

M. LaSalle a fait cette déclaration quelques heures seulement après la décision de Joe Clark de demander un congrès au leadership. Le député LaSalle prenait en même temps ses distances face à celui qu'il avait appuyé de façon inconditionnelle.

JACQUES BOUCHARD

Avant de s'engager davantage dans le combat qui s'annonce, M. LaSalle veut évaluer la valeur de la brochette des candidats qui se feront la lutte.

Si jamais, a-t-il dit, il y a une candidature valable au Québec, il se verra dans l'obligation de l'appuyer.

Mais concernant M. Mulroney, au premier, au second ou au troisième tour de scrutin, « jamais il n'aura mon appui », a-t-il affirmé en substance au cours d'une entrevue qu'il accordait à LA PRESSE samedi matin.

Poursuivant sa réflexion, l'ex-chef de l'Union nationale a ajouté qu'il « n'avait pas la preuve que M. Mulroney avait été d'une totale loyauté » à la suite de la déclaration du président de l'Iron Ore d'appyer le leadership de Joe Clark.

Car, a-t-il ajouté, l'organisation de Mulroney a fait tout le nécessaire pour « obtenir ce qui arrive maintenant ». Si Mulroney n'a pas été capable de contrôler ses troupes, comme voulez-vous qu'il soit capable de diriger notre parti, a-t-il demandé.

Par ailleurs en ce qui concerne le vote des délégués du Québec, M. LaSalle estime « avoir livré la marchandise ». Il précise que 80 p. cent de la délégation du Québec a voté pour M. Clark.

D'un autre coté, M. LaSalle soutient qu'il n'y a pas d'autres candidatures valables à l'intérieur du caucus que celle de M. Clark.

La décision prise en fin de semaine par le chef Joe Clark de demander un congrès de révision pourrait, selon M. LaSalle, redonner encore davantage le goût au Parti québécois de présenter des candidats lors de la prochaine campagne électorale.

Libéraux heureux en Ontario

TORONTO (PC) — Quelque 1,200 libéraux fédéraux de l'Ontario, encouragés par la crise de leadership qui sévit au sein du Parti conservateur, sont revenus au bercail, hier, après leur propre congrès, avec l'intention de mettre en pratique un « plan des 500 jours » visant à revigorer le Parti libéral d'ici à la prochaine élection.

M. Ross Milne, président de la section ontarienne du Parti libéral, a mentionné que l'attitude résignée du chef de l'opposition Joe Clark a remonté le moral des troupes libérales, inquiètes de l'avance détenue par les conservateurs lors des récents sondages.

Il semble plus que probable que les Canadiens vivront la prochaine élection fédérale d'ici 500 jours, estime M. Milne, et c'est pourquoi le plan de stratégie libérale, adopté au cours du congrès s'est vu chapeauté du titre « plan des 500 jours ».

Elaborant sur le congrès conservateur, le ministre d'Etat au Multiculturalisme, M. Jim Fleming, a commenté: « Je ne comprends pas qu'avec toutes ces cartes en mains, les conservateurs ne parviennent pas à s'entendre. Ils s'entretuent au moment même où ils détiennent une avance considérable, selon les sondages ».



Jacques Bouchard

Tous les regards sont tournés vers Lougheed

WINNIPEG — Le congrès du Parti conservateur s'est terminé samedi dans la plus complète incertitude alors que tous les regards étaient tournés vers le premier ministre de l'Alberta, Peter Lougheed, qui est revenu hier de vacances à Hawaï.

Plusieurs militants et organisateurs estiment en effet que le premier ministre conservateur de cette province de l'Ouest du pays a maintenant l'ambition de poursuivre sa brillante carrière politique sur la scène fédérale.

Les principaux lieutenants québécois de Brian Mulroney qui ont assité au congrès de Winnipeg, dont Michel Cogger et Rodrigue Pageau, ne cachaient pas leur inquiétude quant à cette éventuelle candidature. Car si effectivement Peter Lougheed décide d'entrer dans la course, cette candidature minerait sérieusement les chances du président de l'Iron Ore de remplacer Joe Clark.

Même si M. Lougheed a déclaré publiquement qu'il appuyait le leader actuel du PC, les hommes du premier ministre de l'Alberta ont travaillé très activement pour obtenir un congrès de révision.

M. Loughead fera une première apparition publique à la suite de ses vacances, mercredi, alors qu'il prendra part à la conférence des premiers ministres de l'Ouest du pays qui aura lieu à Swift Current, en Saskatchewan. A cette occasion, on estime qu'il pourra donner des indications sur ses intentions.

Un Mulroney discret

Quant à Brian Mulroney qui avait lancé ses troupes à l'assaut, il y a deux ans, afin d'obtenir un congrès au leadership, avant d'annoncer publiquement qu'il appuyait Joe Clark, il a été très discret durant toute la durée du congrès.

Arrivé jeudi soir dans la capitale du Manitoba, il a fait une brève apparition sur le parquet du congrès vendredi matin. Il s'est par la suite retiré dans sa suite 1503 de l'hôtel Westin où il a été informé au fur et à mesure du déroulement du congrès par ses partisans.

Etant l'un des principaux responsables de la décision de Clark de déclencher un congrès à la direction, il est maintenant loin d'être assuré d'avoir le support qu'il espérait au départ.

Il doit d'abord attendre de savoir si vraiment le premier ministre de l'Ontario, Bill Davis ne sera pas dans la course. D'autre part, si Peter Loughead décide, lui, de faire le saut, on n'accorde aucune chance de succès à Mulroney qui a déjà mordu la poussière une première fois en 1976.

Par ailleurs si Davis et Lougheed ne se présentent pas, les proches de Clark estiment que ce dernier sera réélu chef du parti lors du congrès qui devrait normalement avoir lieu en juin. Il obtiendrait, selon eux, 53 p. cent du vote au second tour. Car de toute facon on prévoit qu'il y aura une douzaine de candidatures, dont celles de MM. John Crosby, David Crombie, Peter Pocklington, Michael Wilson, Don Mazankowski.

Autres candidats

En ce qui concerne les candidatures possibles de Québécois dans cette course, deux autres noms ont circulé au congrès.

Le président national qui vient de terminer son mandat, l'avocat montréalais Peter Blaikie aurait lui aussi, semble-t-il, des ambitions. Pendant les deux années de son mandat, il a visité toutes les provinces du Canada. De ce fait, il a donc des amis et des appuis un peu partout au pays, ce qui constitue un avantage certain.

Par ailleurs, on a aussi parlé de la candidaure de l'ex-ministre de l'Union nationale, Marcel Masse. Ce dernier, comme c'est son habitude, s'est bien gardé de démentir quoi que ce soit et il laisse porter son nom.

Dans l'entourage de ce dernier on a déjà commencé à décocher des flèches à l'endroit de Brian Mulroney.

Malicieusement on laisse tomber dans la conversation que cet « anglophone bilingue du Québec » ne pourrait pas représenter convenablement les intérêts des québécois. On fait remarquer aussi qu'il habite Westmount...

Par ailleurs, en raison de plusieurs déclarations controversées, notamment en ce qui concerne son appui à Pierre Trudeau sur le rapatriement de la constitution, Mulroney s'est fait bien des ennemis, notamment chez les francophones.

Ainsi, le ministre de la Culture du Nouveau-Brunswick, Jean-Pierre Ouellet, a affirmé à LA PRESSE que jamais il ne donnerait son appui au président de l'Iron Ore et que les francophones de cette province seraient contre lui si jamais il décidait de tenter de succéder à Clark.

D'un autre côté, selon les informations recueillies et les commentaires entendus, Mulroney n'aurait pas non plus beaucoup d'appuis en Ontario. Un autre facteur qui entre en ligne de compte, c'est que Mulroney, en raison des fonctions qu'il a occupées depuis quelques années, est trop identifié aux grandes entreprises américaines.

Finalement son revirement de dernière minute à la veille du congrès alors qu'il a déclaré sur le bout des lèvres qu'il appuyait le leadership de Joe Clark lui a fait perdre beaucoup de crédibilité.

LOUEZ SANS COMPTANT CHEZ PARK AVENUE ET ÉCONOMISEZ

$189 PAR MOIS 1983 Chevrolet Chevette
$219 PAR MOIS 1983 Chevrolet Cavalier
$229 PAR MOIS 1983 camion Pick-Up S-10
$269 PAR MOIS 1983 Malibu familiale
$359 PAR MOIS Cutlass Ciera Brougham
$459 PAR MOIS 1983 Cadillac Cimarron

Ces prix sont basés sur des contrats à termes fixes de 48 mois, pour déterminer le paiement total, multiplier le loyer mensuel par 48. Dépôt de garantie remboursable exigé.

Park Avenue
Location
725-9811 5000, Jean-Talon est

INSTITUT DE LA RECHERCHE HUMAINE

Rencontrer
une personne avec les mêmes goûts, les mêmes affinités
AIMER
PARTAGER
N'est-ce pas là un idéal que chacun de nous caresse au fond de son coeur?
ENFIN ! «DONNER UN VISAGE À VOS RÊVES»
MONTRÉAL 847, Cherrier 524-1176 de 10h à 21h
QUÉBEC 580 est, Grande-Allée 529-3363 de 12h à 20h
CHICOUTIMI 1212, boul. Talbot 696-1666 de 12h à 20h

Cours de fine cuisine d'Henri Bernard
PROSPECTUS
Série de BASE ou de PERFECTIONNEMENT
débutant le 21 février
843-6481
Institut Culinaire Henri Bernard
2015, rue de la Montagne suite 610, Montréal
Permis d'enseignement de culture personnelle

CINQUANTENAIRE DE LA PRISE DU POUVOIR PAR HITLER

L'Allemagne se penche sur son passé nazi

d'après AFP,AP,Reuter,UPI

Le cinquantenaire de la prise du pouvoir en Allemagne le 30 janvier 1933 par Adolf Hitler a été marqué, hier, dans les deux Berlin, par de brèves cérémonies au cours desquelles, à Berlin-ouest, le chancelier Helmut Kohl et l'un de ses prédécesseurs, M. Willy Brandt, ont tous deux exhorté leurs concitoyens à ne pas oublier les leçons du passé. La veille, dans plusieurs grandes villes de RFA, plus de 50,000 personnes avaient manifesté contre le fascisme.

A Berlin-Ouest, la commémoration s'est déroulée au Reichstag où avait siégé à l'époque le Parlement de la République de Weimar. Devant de nombreuses personnalités ouest-allemandes, le chancelier Helmut Kohl a déclaré que le peuple allemand « ne peut, ni ne veut nier ses responsabilités du passé...mais le souvenir et la tristesse deviennent féconds lorsqu'ils engendrent la responsabilité pour l'avenir ». Evoquant le désir de réunification des Allemands, M. Kohl a affirmé que la liberté dans l'union ne pourrait se concevoir que dans un long processus historique.

Avant M. Kohl, l'ancien chancelier Willy Brandt, président du Parti social-démocrate (SPD) et bourgmestre de la ville, qui fut un résistant exilé contre le régime nazi, avait souligné que la venue au pouvoir des nationaux-socialistes n'était pas « une fatalité du destin (...) Hitler ne s'est pas abattu sur nous, il a été porté au pouvoir ». Pour M. Willy Brandt, « l'arrivée au pouvoir d'Hitler aurait très bien pu être évitée, notamment par la gauche démocratique d'alors si celle-ci avait fait preuve de plus d'idées et de plus de caractère ». « La bourgeoisie allemande qui n'aspirait à rien d'autre qu'à l'apolitisme, aurait très bien pu résister à l'empoisonnement du national-socialisme », a-t-il conclu.

A Berlin-Est, plusieurs milliers de personnes à la tête desquelles se trouvait M. Erich Honecker, chef de l'Etat et du Parti communiste est-allemands, qui a séjourné dix ans dans les prisons nazies, ont assisté à un dépôt de gerbes au mémorial « pour les victimes du fascisme et du militarisme ». Mardi dernier, le Parti communiste est-allemand avait célébré le souvenir des 130,000 travailleurs communistes qui, le 25 janvier 1933, avaient défilé dans les rues de Berlin pour tenter d'empêcher l'irréparable.

Dans toute l'Allemagne, des voix se sont élevées pour stigmatiser le fascisme. « Nous avons la responsabilité historique de bannir à tout jamais la guerre et le fascisme de notre pays », a déclaré à Munich l'ancien général de la Bundeswehr (armée ouest-allemande) Gert Bastian. A Moessingen (centre de la RFA), le président de la Fédération des syndicats du Bade-Wurtemberg, M. Siegfried Pommerenke a exigé « l'interdiction de toutes les associations d'anciens membres de la SS, ainsi que de toutes les organisations néo-nazies ». Moessingen avait été la seule ville d'Allemagne à organiser une grève générale immédiate de quatre heures le jour de la prise du pouvoir par Hitler.

Jamais un anniversaire n'aura autant soulevé les passions ni fait couler autant d'encre en RFA que le cinquantenaire de l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Tous les journaux ont publié des suppléments titrés « Le début de la fin », « Le jour de la victoire du fascisme », « La journée noire » avec d'innombrables photos montrant l'enthousiasme des foules pour le « führer ». « Notre devoir à tous est maintenant de faire en sorte que cela ne soit plus jamais possible », écrit le Hamburger Morgenpost.

Entre-temps, à Mayence, environ 200 jeunes néo-nazis ont célébré, hier, le 50ème anniversaire de l'accession au pouvoir de Hitler. Les néo-nazis s'étaient rassemblés dans une pouponnière appartenant à un néo-nazi notoire. L'un des dirigeants du groupe, Michael Kuehnen, 28 ans, ancien lieutenant de l'armée allemande, a déjà été condamné à quatre ans de prison pour incitation à la haine raciale, chauvinisme et diffusion de propagande illégale.

En Israël, le chef de l'Etat, M. Yitzhak Navon, a présidé, hier, une cérémonie du souvenir aux victimes de l'holocauste. La plupart des grands quotidiens israéliens ont consacré, hier, à l'anniversaire des pages entières.



téléphoto UPI/DPA

Plus de 50.000 personnes ont manifesté contre le fascisme samedi dans plusieurs grandes villes de la RFA, notamment à Francfort, à l'occasion du 50ème anniversaire de l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler, le 30 janvier 1933.

Pologne: L'Eglise demande une amnistie avant la visite papale

d'après AFP,Reuter

L'épiscopat catholique polonais a appelé, hier, les autorités communistes à décréter l'amnistie afin de créer les conditions favorables à la visite prochaine du pape Jean-Paul II dans son pays natal. « Nous espérons que les autorités civiles, pour créer les conditions nécessaires à la visite du Saint-Père, décréteront une amnistie », indique une lettre épiscopale lue dans toutes les églises catholiques du pays.

L'Eglise prend ainsi très fermement position en faveur de l'amnistie des personnes condamnées au titre de la loi martiale mais on estime dans les milieux diplomatiques qu'il n'est pas sûr qu'elle considère la satisfaction de cette demande comme un préalalable. La lettre pastorale, datée du 19 janvier et lue hier dans toutes les églises de la Pologne, précise que le Souverain Pontife arrivera en Pologne le 18 juin et fait état du lancement « dans la ferveur » des préparatifs de la visite.

Les spéculations dans les journaux étrangers selon lesquels la visite pontificale, déjà ajournée l'an dernier, pourrait être annulée, ont été démenties de source autorisée à Varsovie. Toutefois, il semble bien que l'épiscopat ait décidé de forcer la main aux autorités en tenant pour acquis, malgré le silence officiel, que le pape se rendra bien en Pologne le 18 juin prochain. De fait, si la venue de Jean-Paul II avait été décidée une fois pour toutes officiellement, la nouvelle aurait été annoncée non pas sous cette forme ambiguë, mais simultanément au Vatican et par les autorités polonaises à Varsovie.

Par ailleurs, dans une interview de l'hebdomadaire de Lausanne (Suisse) « L'Illustré », Lech Walesa affirme que la victoire de Solidarité est « inéluctable » et que les effets désastreux de la loi martiale constituent déjà « une victoire politique » pour le mouvement ouvrier.

Neuf journalistes assassinés au Pérou

d'après AFP,Reuter

Neuf journalistes péruviens, disparus il y a cinq jours dans la région d'Ayacucho, ont tous été tués, mercredi, dans le village de Uchuraccay, a affirmé, hier, le doyen du Collège des journalistes du Pérou, M. Mario Castro Arena. La police locale a confirmé le décès de la totalité des journalistes - six envoyés spéciaux des quotidiens de Lima et trois collaborateurs des journaux d'Ayacucho - qui avaient pénétré dans la zone d'activités du mouvement de guérilla « Sentier lumineux ».

Au cours de son habituelle conférence de presse dominicale, le président Fernando Belaunde Terry a précisé que des paysans ont, semble-t-il, tué, à coups de pierres et de machettes, un groupe de journalistes péruviens les prenant pour des guérilléros dans l'Ayacucho, province placée sous contrôle militaire. Ces informations ne recoupent pas entièrement celles diffusées un peu plus tôt par la police qui avait imputé le crime à « Sendro Luminoso ». Selon la police, les corps de six paysans se trouvaient auprès de ceux des journalistes et tous les cadavres étaient criblés de balles.Ils seraient tombés « dans une embuscade tendue par des groupes armés » qui, après les avoir assassinés, les auraient enterrés dans un lieu isolé.

M. Castro Arena s'est rendu à Ayacucho à bord d'un avion spécialement affrété, avec 120 personnes, parmi lesquelles un représentant de Mgr Juan Landazuri Ricketts, cardinal de Lima, et les directeurs des journaux La Republica, La Prensa, et Diario Correo qui ont condamné cet « cte sans précédent dans l'histoire du monde ».

Bush a entamé sa tournée européenne

d'après AFP,Reuter,AP

Le vice-président américain, M. George Bush est arrivé, hier soir, à Bonn pour « maintenir la paix ... face aux menaces extérieures » et consulter les alliés sur les problèmes de défense, dans le cadre d'une tournée délicate en Europe - centrée sur le problème des euromissiles - qui doit le conduire, après Bonn, à Berlin, Bruxelles, La Haye, Genève, Rome, Paris et Londres.

Dans une déclaration à la presse, M. Bush n'a pas fait d'allusion directe aux négociations sur les euromissiles, qui doivent constituer le thème principal de ses entretiens avec les dirigeants européens. Le vice-président a souligné que les Etats-Unis sont ouverts au dialogue et veulent « une véritable réduction des armes ». Après avoir fait l'éloge de l'Alliance atlantique, il a admis l'existence de divergences d'opinion.

Dans cette optique, l'étape de Bonn sera la plus difficile. Le problème des négociations sur les euromissiles est, en effet, au centre de la campagne pour les élections législatives ouest-allemandes, qui se tiendront le 6 mars prochain. Quelques heures avant l'arrivée du vice-président américain, le Parti écologiste allemand avait demandé a M. Bush de renoncer à l'installation de missiles nucléaires en Europe, et en Allemagne tout particulièrement.

D'autre part, le candidat socialiste à la chancellerie, M. Hans-Jochen Vogel, a invité à nouveau les Etats-Unis à faire une nouvelle proposition aux négociations de Genève.

Nette accélération de l'exode au Nigéria

d'après Reuter,AFP

A quelques heures de l'expiration de l'ultimatum nigérian, l'exode des ressortissants d'Afrique de l'Ouest jugés indésirables au Nigéria s'était, hier, considérablement accéléré. Plus de 400,000 immigrés « en situation irrégulière », pour la plupart originaires du Ghana, ont d'ores et déjà transité par le poste de Seme, à la frontière nigéro-béninoise.

Ces déplacements ont connu une nette accélération avec la décision, samedi, des autorités ghanéennes d'ouvrir le poste-frontière d'Aflao, à la périphérie de Lomé (Togo).

D'autre part, les autorités de Lagos ont confirmé que de nombreux réfugiés politiques, notamment Ghanéens et Tchadiens, resteront au Nigéria malgré l'expiration de l'ultimatum fixé à aujourd'hui pour le départ de la plupart des étrangers en situation irrégulière.

UN NOUVEL ENVOL

50% DE RABAIS*

NORDAIR

PROFITEZ-EN

Nordair reprend les airs. Et du 24 janvier au 13 février (jusqu'au 6 février sur le parcours Montréal/Toronto), votre billet ne vous coûtera que la moitié du prix—et ce, sans restrictions particulières. Jusqu'à la fin de cette offre, nous acceptons également les billets "Vols-en-vente" non utilisés. Profitez-en! Téléphonez à votre agent de voyages ou à Nordair: (514) 636-7670.

CHAMPAGNE AVEC LE PETIT DÉJEUNER

Vous voyagerez à moitié prix, mais obtiendrez le même traitement de faveur avec champagne pour accompagner le petit déjeuner...pendant toute la durée de cette offre.

UN NOUVEL HORAIRE

Vers:	Maintenant:	Départs: (lundi au vendredi)
Toronto	53$*	7h, 8h25, 16h30, 17h30, 18h30
Pittsburgh	71$*	7h (via Toronto), 16h30
Sault-Ste-Marie	75$*	7h
Thunder Bay	86$*	7h, 17h30
Winnipeg	112$*	7h
Dryden	115$*	7h
Ottawa**	36$*	7h45, 12h45, 16h30, 18h40
Hamilton**	53$*	7h45, 12h45, 16h30, 18h40

Téléphonez-nous pour obtenir les heures de retour et l'horaire de fin de semaine.

*Les prix s'appliquent à un aller simple. En vigueur du 24 janvier au 6 février 1983 sur le parcours Montréal/Toronto et du 24 janvier au 13 février 1983 sur tous les autres parcours dont le service a été interrompu par la récente grève.

**En Fairchild Hiller-227.

ÉDITORIAL

PAUL DESMARAIS
président du conseil d'administration

ROGER-D. LANDRY
président et éditeur

la presse

JEAN SISTO
éditeur adjoint

YVON DUBOIS directeur de l'information
MICHEL ROY éditorialiste en chef

Le triste destin du chef mal-aimé

Ce qui vient de se passer chez les conservateurs est triste pour Joe Clark. L'homme s'est montré tellement tenace dans l'adversité, il a lutté avec tant d'acharnement, il a déployé une ardeur si entière qu'on éprouve à le voir tomber ainsi un sentiment d'admiration mêlé de compassion.

Mais la vie politique est impitoyable, et il n'est guère de question plus subjective que celle de savoir si ses vedettes méritent les échecs ou les épreuves qui leur adviennent. En dernière analyse, et avec le recul du temps, l'histoire ne se trompe pas: elle mesure la taille de ceux qui la traversent.

Ce que le chef conservateur a fait dans la soirée de vendredi — avec courage et dignité — c'est en février 1981, à Ottawa, dès la première révision de son leadership discuté, qu'il aurait dû s'y résigner. Il a perdu deux longues années et son parti s'est épuisé dans les dissensions.

Joe Clark a sans doute cru honnêtement, il y a deux ans, qu'il pourrait gravir les marches du calvaire au pied duquel l'avait précipité sa défaite électorale. Il a pensé qu'il saurait reconquérir la confiance des militants, regagner son autorité sur le caucus, susciter une plus large adhésion populaire. Il a en partie réussi. Il a livré d'excellentes batailles. Il a marqué plusieurs points au tableau des sondages, mais pas un seul en deux ans à l'intérieur de son parti.

Le verdict inattendu (66,9% contre 33,1%) est tombé comme une fatalité: cruelle déconvenue pour ses partisans qui célébraient déjà la victoire au stade de Winnipeg.

La décision que le leader a communiquée, aussitôt après l'annonce du résultat, était devenue une conséquence inévitable du vote. M. Clark ne peut plus continuer d'exercer efficacement la direction dans les conditions révélées par le scrutin.

Si l'analyse des causes de cet événement commence à peine, on peut dès maintenant en identifier quelques-unes. D'abord, M. Clark n'a pas réussi à convaincre la majorité des délégués de la région de Toronto et du Québec. Or, sans l'appui massif de ces deux châteaux forts de l'Est, le chef ne pouvait atteindre le seuil vital du 70%. Ensuite, on observe depuis plus d'un an, à la faveur surtout de la crise économique, une croissance de l'esprit et du sentiment de droite dans l'ensemble des partis politiques canadiens. Ce phénomène a joué contre M. Clark auprès de conservateurs de tradition qui perçoivent le chef démissionnaire comme un opportuniste, d'une fidélité douteuse envers les principes et les origines d'un parti qui se méfie du progrès, redoute le changement et se complaît dans la réaction

Pour autant qu'il aspire à reprendre le pouvoir dans 12 ou 18 mois, il est certain que le PC, en ouvrant une campagne pour le choix d'un chef, s'engage dans une voie semée d'embûches. Si le congrès de Winnipeg avait confirmé le mandat de M. Clark à 75% ou 80% et décidé de monter au combat en rangs serrés, ses chances d'enlever le pouvoir aux libéraux semblaient excellentes aux prochaines élections. Mais, convaincus à 33% que le Parti doit se donner un autre chef, les militants vont plutôt rechercher le leader idéal. Ils n'ont pas la certitude de le trouver, encore moins de l'imposer au public dans les délais nécessaires.

Il est vrai que M. Clark lui-même se porte candidat. Mais ne serait-il pas paradoxal, sinon ridicule, que les conservateurs réélisent dans une convention un chef qu'ils ne peuvent se résoudre à soutenir pleinement dans un congrès régulier? Triste destin d'un chef mal-aimé.

Pour les libéraux, qui se croient en mesure de battre M. Clark quoi qu'il arrive de leur côté, la décision de Winnipeg fait naître une incertitude, donc une certaine inquiétude. À leur tour, ils seront amenés à s'interroger de nouveau sur la succession éventuelle de M. Trudeau et sur les intentions véritables de celui-ci.

L'année politique qui vient sera donc hantée par la question du leadership dans les deux principaux partis. Pour les Canadiens, cette saison de chasse ouvre une perspective préoccupante: les partis qui cherchent de nouveaux chefs se soucient rarement des intérêts supérieurs du pays.

Michel ROY

Étranges résultats d'un grand sondage

Saviez-vous que les Canadiens étaient parmi les gens les plus heureux du monde? Qu'ils sont aussi parmi les plus «satisfaits de la vie» au monde? Si oui, c'est probablement que vous avez suivi avec autant d'intérêt que d'étonnement l'émission Second Regard, sur les ondes de Radio-Canada, dimanche. Sinon, il vaut la peine d'apprendre ces choses. Et de toute façon, il faut y réfléchir.

L'émission religieuse rendait publics les résultats partiels d'une immense enquête sociologique effectuée dans 20 pays et sur le point d'être entreprise dans une vingtaine d'autres. En tout, on rejoindra 40,000 personnes; déjà, 25,000 se sont exprimées, dont 1,200 au Canada, par l'intermédiaire d'un sondage scientifique où chaque interviewé a pu définir, pendant une heure, sa hiérarchie de valeurs en matière de religion, d'éthique, de vie sociale, de famille, de politique et de travail.

Première évidence: on se connaît mal... ou on manque de cohérence. À moins qu'on aime se mentir.

Par exemple, le pourcentage concernant la fierté d'appartenir à son pays. La moyenne des dix pays d'Europe est de 38 pour cent (de gens fiers de leur nationalité); et la moyenne canadienne est de 93 pour cent, juste un peu moins que celle des Américains... Si l'on isole l'échantillonnage francophone, on obtient 87 pour cent de gens «très fiers» ou «assez fiers» d'être Canadiens. Plus que cela: alors qu'on compte 9 pour cent des Français qui ne sont «pas fiers du tout» de leur pays, on ne trouve, dans cette catégorie, qu'un pour cent de Canadiens français. Allez donc, avec cela, tenter d'expliquer un mouvement d'indépendance...

Les Canadiens se disent religieux, du moins, 75 pour cent d'entre eux; et 91 pour cent affirment croire en Dieu. Mais, malgré l'éducation religieuse chrétienne de la grande majorité, seulement 51 pour cent croient en un «Dieu personnel». Pas surprenant que les deux tiers des Canadiens croient que le bien et le mal dépendent entièrement des circonstances, sans référence à des lignes directrices précises.

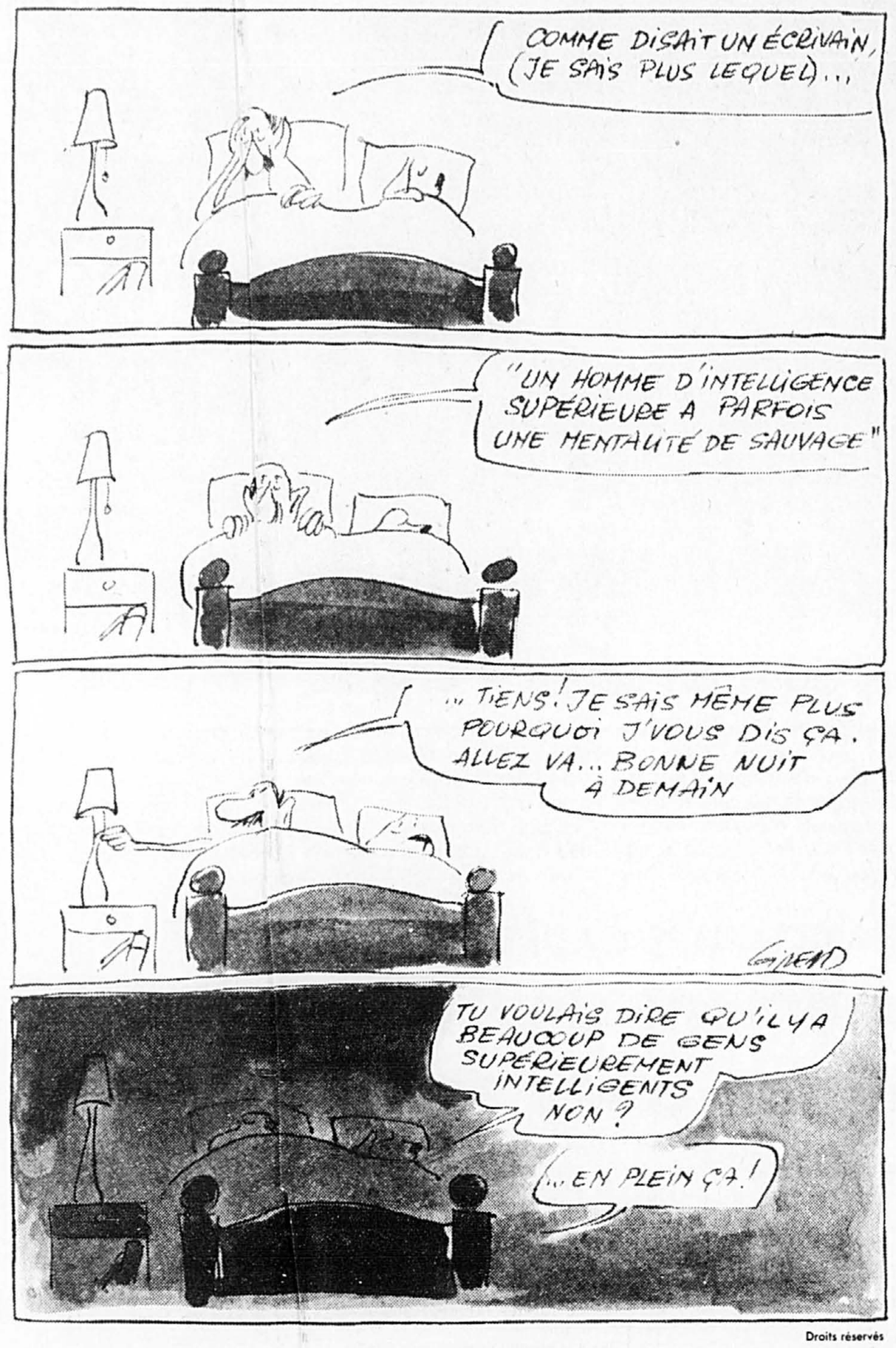
Cette relativité, on la trouve aussi dans l'acceptation des commandements de Dieu dans leur vie. Il faut dire qu'il est assez étrange d'avoir choisi cette référence pour illustrer l'attachement à une morale. Mais il est encore plus étrange de voir les répondants faire un choix parmi les commandements qu'ils respectent. Ainsi, 91 pour cent considèrent que la défense de tuer doit s'appliquer encore; mais seulement 52 pour cent croient qu'il est encore interdit d'invoquer injustement le nom de Dieu et 40 pour cent considèrent qu'ils doivent encore respecter le jour du Seigneur. Le décalogue s'est transformé en commandements à la carte.

Plus stupéfiant encore: la confiance dans les institutions. Les syndicats méritent la confiance de 33 pour cent des Canadiens; la presse, 44 pour cent; l'Église et les religions, 69 pour cent; et au-dessus de tous, en première place, avec 84 pour cent, méritant plus que quiconque, la police... De quoi relever le moral des plus inquiets policiers.

Qu'on se console: les moyennes canadiennes diffèrent très peu, selon les enquêteurs, de celles des autres pays de l'Ouest. Ce qui en dit long sur le besoin de sécurisation des pays riches qui profitent le plus de la liberté.

On ne peut facilement jouer au psychologue amateur et interpréter arbitrairement ces résultats: on risquerait de les fausser. Mais il faut quand même les regarder de près: ils peuvent servir de miroir à ceux qui ne savent pas très bien se voir.

Jean-Guy DUBUC



Droits réservés

LIBRE OPINION

L'État, c'est moi et toi

À Notre-Dame de la Subvention, devant la salle de l'Âge d'Or, il y a, à gauche, un drapeau québécois et, à droite, un drapeau canadien. Juste à côté, une immense enseigne bleue nous apprend que, grâce à CANADA AU TRAVAIL, la jeunesse du lieu pourra patiner cet hiver. 2 à 1 pour le Canada; et 3 à 0 pour l'État contre la société, pour la politique centralisatrice contre la solidarité locale.

C'est le deuxième match qui est le plus important. Voici une paroisse qui dispose, à la Caisse,

JACQUES DUFRESNE

d'actifs d'environ dix millions pour une population de 1,300. Une bonne partie de cette somme appartient aux gens de l'Âge d'Or, parmi lesquels il y a quelques millionnaires. Leur association a pourtant reçu des subventions, dont témoignent les deux drapeaux, qui sont là comme la signature de Duplessis sur un pont et celle de Trudeau sur une promesse référendaire, exprimant moins la fierté bi-nationale que la démission locale.

La jeunesse est elle aussi prise en charge. Plus question pour elle de faire l'apprentissage de la solidarité, de la responsabilité et du leadership en se débrouillant toute seule. Tout a été planifié à Ottawa. Certes, on agit ainsi dans le noble but de lutter contre le chômage, mais on pourrait atteindre le même objectif par des emplois créant de la richesse pour l'avenir, plutôt que par des emplois qui hypothèquent le même avenir en favorisant la passivité dans la population.

Les canaux par lesquels passe cette multitude de petites subventions sont les vaisseaux capillaires de nos États, à la fois obèses et exsangues, qui feraient mieux de garder leur sang pour irriguer leur cerveau.

Le retournement régénérateur est à la portée de tous. Dans bien des cas, il suffirait, pour le déclencher, que l'offre de subventions ne précède pas la demande. Les descendants des défricheurs sont encore capables de déneiger une patinoire. À Kingscroft, dans les Cantons de l'Est, on patine, on joue même au hockey sur un étang mis à la disposition du voisinage par un rentier, originaire de la Beauce, comme beaucoup de familles du lieu. «Ça met de la vie dans ma cour et de la jeunesse dans mes vieux jours.» Et pendant que les adolescents apprenaient à manier la pelle, deux jeunes pères de famille, qui possèdent un atelier de mécanique, ont «patenté» un système d'arrosage ingénieux: un baril d'acier au bas duquel ils ont placé une valve puis un tuyau troué. Comme à l'aréna! Ce baril a ensuite été arrimé à l'arrière d'un vieux tracteur. Il ne restait plus qu'à percer un trou dans la glace et à y plonger les seaux.

Par un soir de grand froid, le mot subvention fut chuchoté: «À Stanstead, ils ont eu $12,000 pour une patinoire extérieure, on devrait être bon pour aller se chercher un petit $3,000.» La proposition est tombée à l'eau glacée.

Le joyeux désordre du dimanche suivant se termina par une discussion sur la crise, où un ouvrier dans la cinquantaine eut le dernier mot: «Avec toutes ces subventions, on s'en va chez le diable.»

Cet ouvrier, qui travaille depuis trente ans, soutient ses fils aînés qui réussissent à faire marcher leur petite entreprise par les temps qui courent. Incidemment, ils n'ont pas attendu l'exemple du secteur public pour assumer leur part des contrecoups de la crise. Il y a quelques années, on leur donnait six mois pour mettre au point le prototype de telle machine. Aujourd'hui, ils doivent remplir un contrat semblable en deux mois et pour trois fois moins. Récemment, ils fabriquaient dans ces conditions une machine destinée à réduire le prix des chambres à air de vélo. Avant même la fin du contrat, leur client apprenait qu'un bateau japonais venait d'entrer au port de Montréal avec un chargement de chambres à air mettant hors de la course le produit que la nouvelle machine devait théoriquement rendre possible.

Pour remplir, au passage, un contrat urgent, ils n'hésitent pas à travailler quinze heures par jour, car il se pourrait qu'aucun client sérieux ne se présente dans les mois suivants. C'est là toute leur sécurité. Ils ont pourtant des enfants et leur femme ne travaille pas à l'extérieur.

Voilà dans le travail comme dans le loisir, le retournement qui s'impose partout. «Il faut que le monde se revire de bord». Lors de la grève de 79, dans le secteur public, le «monde s'est reviré de bord» dans au moins deux centres d'accueil pour personnes âgées, celui de Shawinigan-Sud et un autre de la région de Victoriaville. On a décidé qu'on n'allait pas se laisser mourir. Les uns sont allés aux cuisines, les autres à la buanderie, pendant qu'un troisième groupe distribuait les pilules, dont la consommation, paraît-il, a considérablement diminué. À au moins un de ces deux endroits, les bénéficiaires — quel euphémisme dans les circonstances — auraient bien aimé avoir leur mot à dire dans la négociation du retour au travail. Le tiers de l'équipe d'avant la grève aurait peut-être suffi dans les nouvelles conditions.

Mais pour la majorité vertueuse, qui condamne les grèves du secteur public, le retournement devra aussi consister à cesser de se débarrasser purement et simplement des malades et des personnes âgées de l'entourage.

Il existe au Québec des centres d'accueil où les bénéficiaires ne reçoivent la visite de leurs enfants qu'une fois par mois, le jour du chèque de pension. Et il arrive parfois que les employés, ceux-là mêmes qu'on appellera barbares quand ils iront en grève, sont obligés de défendre les vieux contre leur progéniture.

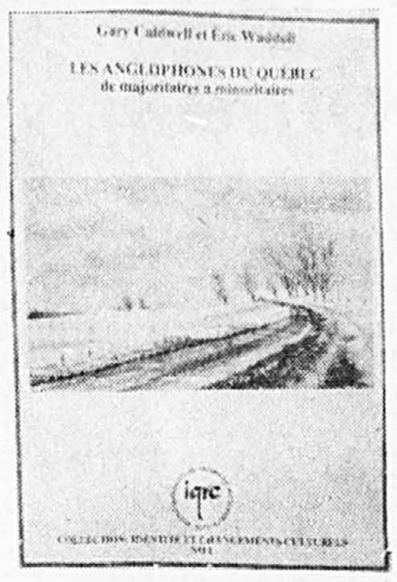
Et quand ce prétexte intéressé n'existe pas, bien souvent, trop souvent, il n'y a pas de visite du tout. Beaucoup de directeurs de centre et d'employés m'ont en outre confié que, lorsqu'un scandale éclate à propos de la mauvaise tenue d'un établissement, ce sont fréquemment les enfants les plus ingrats qui prennent le ton le plus indigné pour défendre leurs chers parents. On m'a même raconté l'histoire d'une vieille dame, morte en janvier, après avoir attendu en vain depuis le début d'octobre la visite de son fils unique habitant les environs.

La solidarité de la population avec les établissements publics est un autre retournement qui s'impose. La participation, qui a échoué quand elle a été planifiée par l'État, va devenir une nécessité quand l'État sera perçu comme il doit l'être: comme un mandataire, plus pauvre que ceux qui le mandatent parce qu'il doit financer son propre fonctionnement à même ce qu'il reçoit d'eux.

À la fois moins d'État et plus d'État! disait récemment le ministre français des Finances, le socialiste Laurent Fabius. Entendons: il faut que l'État intervienne parfois moins, parfois plus, mais toujours mieux. En d'autres termes, qu'Ottawa s'occupe des retombées du F-18 et du développement de la bio-technologie plutôt que de la patinoire de Notre-Dame de la Subvention. Que Québec et Ottawa laissent l'Âge d'Or organiser les rigaudons avec les actifs des Caisses locales. Dans ces conditions, les villageois de toutes les Notre-Dame de la Subvention sauront bien arroser leur patinoire et imaginer des moyens, sociaux, non étatiques, de venir en aide à leurs parents.

L'État, c'est moi et toi! Cette indépendance sociale est un préalable à toute espèce d'indépendance ou d'autonomie politique ou économique. Le programme de l'opposition est tout tracé: il nous faudrait à Québec et à Ottawa un parti du retournement populaire.

LECTURES



Les «Anglos» réfléchissent sur eux-mêmes

«Il est évident que des décisions importantes devront bientôt être prises à l'égard des anglophones, et surtout par les anglophones eux-mêmes. Mais ces gens font actuellement face à un vide intellectuel: ils ne savent qui ils sont et ignorent ce qu'ils représentent. La naissance de divers mouvements et organismes qui se sont donné pour mission de représenter les intérêts des anglophones, tels le Conseil des minorités du Québec (aujourd'hui Alliance Québec), le *Quebec for All*, etc., ne fait que souligner ce problème fondamental»

PIERRE VENNAT

Pendant des années, il était à la mode, au Canada anglais, de se demander *What does Quebec wants?*

Depuis novembre 1976, le vent a tourné. On se demande maintenant que veulent les «Anglos», comme on les appelle, et eux-mêmes se le demandent.

Car, comme on peut le lire dans *Les Anglophones du Québec: de majoritaires à minoritaires*(1), une vaste étude de quelque 500 pages, publiée par l'Institut québécois de recherche sur la culture sous la direction d'anglophones eux-mêmes, il est aujourd'hui évident que le seul point commun à tous les anglophones du Québec est la langue. En effet, sur les plans ethnique et culturel, cette population est très peu homogène. D'où la citation qu'on retrouve au haut de cet article.

Jusqu'au 15 novembre 1976, les anglophones du Québec n'existaient guère comme entité distincte. Bien que minoritaires en nombre, ils étaient omniprésents — en tant que prolongement du Canada anglais — et leurs leaders jouaient un rôle prépondérant dans l'exercice du pouvoir au Québec même. Comme les frontières d'un Québec français étaient nul définies et peu respectées, les anglophones assumaient le rôle de minorité majoritaire.

L'étude que publie l'IQRC origine d'un petit groupe connu sous le nom d'AQEM, c'est-à-dire «Anglo Québec en mutation». Ce groupe, multidisciplinaire, demeure persuadé de la nécessité d'une réflexion sérieuse et radicale sur la place des anglophones au Québec, réflexion qui aille au-delà de la critique du gouvernement ou de considérations sur la société en général.

Les auteurs ne veulent pas tant dépeindre que réfléchir. Ils réfléchissent donc tous sur le Québec anglais, un Québec qui fait partie intégrante du Québec en général.

Une lacune: le silence des hommes d'affaires

Il y a, bien sûr, une lacune importante dans ce livre.

«Il ne s'est trouvé personne dans le monde des affaires pour nous brosser un tableau de l'esprit et de la situation régnant au sein du groupe anglophone. Alors que dans les autres secteurs d'activité on a répondu avec empressement à notre invitation, écrivent les deux coordonnateurs du projet, les hommes d'affaires ne nous ont apposé que silence, réticence et refus. D'abord perplexes et déçus par cette réaction, nous en sommes venus inexorablement à la conclusion qu'elle reflétait très justement la situation de cet élément de l'anglophonie québécoise. Il est tout à fait possible que le monde des affaires et de la finance se caractérise justement par une incapacité de réfléchir et de s'adapter aux changements survenus au Québec dans les années 1968 et 1970, et que ses porte-parole n'aient rien à exprimer. Réaction, affrontement et maintien de statu quo, les règles du jeu n'ont pas changé dans leur milieu.

«Nous ne possédons, en tout cas, concluent les deux coordonnateurs anglophones du projet, MM. Gary Caldwell et Eric Waddell (le premier, chercheur à l'Institut québécois de recherche sur la culture; le second, professeur au Département de géographie de l'Université Laval), aucun argument à l'encontre de cette hypothèse».

Les Anglophones du Québec: de majoritaires à minoritaires, en collaboration sous la direction de Gary Caldwell et Eric Wadwell, Institut québécois de recherche sur la culture, 479 p., $14.

TRIBUNE LIBRE

LA PRESSE, MONTRÉAL, LUNDI 31 JANVIER 1983

«E.T. phone home»



Pourquoi faut-il que les adultes inventent aux enfants un monstre extra-terrestre? Un monstre qui vienne leur dire combien il est difficile de supporter la solitude, la mésentente, la guerre et la misère loin de ceux dont il a besoin pour vivre et s'épanouir? Pourquoi faut-il que l'enfant soit seul à sentir la détresse de cet extra-terrestre, seul à lui donner l'amour dont il a besoin pour supporter le malheur qui lui arrive, seul à saisir le cri désespéré et à peine articulé: «E.T. phone home!»?

Pourquoi faut-il qu'on raconte aux enfants qu'eux seuls peuvent encore croire aux valeurs de tendresse, d'amitié et de solidarité? Pourquoi leur faire porter cette grande responsabilité humaine d'être proche de son semblable et de porter avec lui sa souffrance et ce, au-delà des races et des différences culturelles?

Le film qui rapporte actuellement des millions à quelques adultes serait-il un film désespéré au point de faire croire aux enfants que les adultes sont tellement méchants et insouciants que seuls les extra-terrestres peuvent comprendre, intuitionner, percevoir le coeur de la vie?

Quand les adultes cesseront-ils de croire, à travers leurs théories, que les enfants sont capables seuls d'inventer un monde meilleur?

Quand les adultes accepteront-ils de fouiller au fond de leur enfance pour se souvenir que, peut-être grâce à un adulte qui un jour les a aimés spontanément et gratuitement, ils sont aujourd'hui vivants?

Quand les adultes retrouveront-ils leur enfance pour se souvenir combien ils ont été malheureux d'être un jour rejetés par un adulte, et quelle blessure cela leur a laissé au fond du coeur?

Donner, ce n'est pas plus facile pour un enfant que pour un adulte ou un extra-terrestre. Le coeur humain étant à la fois bon et méchant, il ne va pas de soi d'être bon avec ses semblables. Il faudrait peut-être réfléchir sur le don, le pardon et l'abandon. Il faudrait peut-être commencer à inventer, avec les enfants et non pas seuls, un grand rêve: retrouver au fond de nous le poète, le créateur, l'être tendre et sensible capable de s'élever au-delà des barrières et des frontières pour recommencer de voir toute la beauté du monde.

«Ne tuons pas la beauté du monde
Faisons de la terre un grand jardin
Pour ceux qui viendront après nous» (Luc Plamondon)

Louise MYETTE-DIOTTE
Montréal

Pourquoi perd-on le sens de la vie?

A. se jette en bas d'un pont, il trouve la mort.

B. se tire une balle en plein coeur, il trouve la mort.

C. tue sa petite amie, puis se donne la mort.

D et E font un pacte de suicide et y trouvent la mort.

F. se jette devant le métro, il y trouve la mort.

G et H tirent les caissiers d'un magasin... au lieu de se rendre, ils se donnent la mort.

Pourquoi?

Pour plusieurs d'entre nous, c'est bien vite réglé: c'est à cause de la drogue, c'est à cause de la boisson, c'est à cause de la révolte des jeunes. C'est une bien piètre investigation si nous nous arrêtons là!... Cela nous donne quoi, cela nous rapporte quoi de juger, de classer si facilement et si rapidement nos cadets.

Mais pourquoi la drogue? Mais pourquoi la boisson? Mais pourquoi la révolte des jeunes?

Pour plusieurs d'entre nous, c'est bien vite réglé: c'est à cause du taux de chômage, c'est à cause de la crise économique. C'est déjà une meilleure recherche, mais qui n'atteint pas le fond de la question, qui ne rejoint pas le vital en l'homme d'aujourd'hui.

Les politiciens, les sociologues, les économistes font de beaux et grands efforts d'identification des causes à effets mais ils n'apportent que des éléments de réponses. Eux-mêmes sont pris au dépourvu.

Moi non plus, je n'ai pas de réponses... Mais tous les cris de mes cadets, qui cherchent et trouvent la mort au lieu de chercher et trouver la vie, me travaillent au plus profond de mon coeur.

Pourquoi cette perte du sens de la vie?

Voilà, je crois ce que j'intuitionne être la question fondamentale. Cela m'interroge face à eux, nos cadets et face à moi, face à nous, leurs aînés.

Que reste-t-il au jeune dans notre climat social où l'efficacité, le rendement, la productivité sont clefs du succès, de la réussite de la vie? Quelle fierté trouve-t-il au dedans de lui après avoir rempli toutes les formules de tous les bureaux susceptibles de le soutenir? Quel espoir brille à ses yeux lorsque toutes les promesses faites par des gens compétents et en place, s'évanouissent dans des livres blancs, jaunes, verts, rouges?

Une seule personne, un seul Espoir, un seul Sauveur peut aider, cadets et aînés à se tenir debout dans l'existence quelle qu'elle soit. Si les cadets ne parlent plus de LUI... ne serait-ce pas que nous, leurs aînés, nous hésitons à Le nommer: LUI, JESUS-CHRIST — qui seul peut leur donner un Sens à notre Vie car Il est la Vie.

Marie-Paule MALENFANT
Trois-Rivières

LA DROGUE À L'ÉCOLE: UN S.O.S. À LA POLICE

Monsieur Claude Lefebvre
Maire de Ville de Laval

Monsieur le maire,

Vous n'êtes pas sans savoir que la Commission Scolaire des Mille-Îles, comme probablement les autres commissions scolaires du territoire de Ville de Laval, est aux prises avec le problème de la vente et de la consommation de drogue dans ses écoles secondaires.

Le personnel de nos écoles déploie beaucoup de temps et d'énergie à tenter d'enrayer ce mal chez les élèves et réussit ainsi à contrôler certains cas. Il n'en demeure pas moins que devant les irréductibles qui procèdent avec tellement de subtilité, les autorités scolaires ont très peu de moyens pour intervenir efficacement. Une intervention policière pourrait être, à notre avis, efficace puisqu'elle enquêterait pour établir la preuve d'actes criminels commis par les trafiquants.

Mais étant donné les effectifs réduits de la force constabulaire à Laval dans la section des moeurs et de la moralité, l'intervention policière attendue dans nos écoles est à ce moment inexistante. La C.S.M.I. a récemment voté un budget supplémentaire afin de pouvoir retenir, le cas échéant, les services d'enquêteurs privés qui tenteront d'établir la preuve d'actes criminels commis par les trafiquants. La preuve ainsi établie permettra aux commissaires de prendre auprès de ces élèves des sanctions à la mesure des actes posés.

La C.S.M.I. déplore donc le manque d'effectif au sein de la police de Ville de Laval et vous prie de considérer l'expression de ces besoins lorsque vous arrêterez le prochain budget affecté au Service de la police de Ville de Laval.

Le président de la C.S.M.I.,
Norman P. MILLER

la presse

RENSEIGNEMENTS 285-7272

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE LTEE, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de « LA PRESSE » et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. « Courrier de la deuxième classe — Enregistrement numéro 1400 ». Port de retour garanti.

ABONNEMENT	285-6911	**ANNONCES CLASSÉES**	
Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7h à 18h.		Commandes du lundi au vendredi 9h à 17h	285-7111
RÉDACTION	285-7070	Pour changer du lundi au vendredi 9h à 16h30	285-7205
PROMOTION	285-7100	**GRANDES ANNONCES**	
COMPTABILITÉ		Détaillants	285-7202
Grandes annonces	285-6892	National, Télé-Presse	285-7306
Annonces classées	285-6901	Vacances, voyages	285-7265
		Carrières et professions, nominations	285-7320

CLAUDE ROULEAU S'EN EST TIRÉ À BON COMPTE !

Permettez-moi de vous faire part de mes impressions à la suite de la parution dans LA PRESSE de la nouvelle concernant la sentence imposée à monsieur Claude Rouleau, ex-sous-ministre dans le gouvernement Bourassa, qui aurait reçu un pot-de-vin d'une valeur de $15,500 (estimation du tribunal) dans l'affaire du dossier olympique il y a plus de dix ans.

Puisque le tribunal a estimé que la prison n'était pas appropriée pour un aussi «respectable» citoyen, il lui a imposé une amende de $31,000. J'ai pris ma petite calculatrice pour établir la valeur à ce jour des $15,500, d'il y a plus de 10 ans.

J'ai présumé que ceux qui ont donné le pot-de-vin ont refilé la note à la Régie des installations olympiques qui, elle, l'a refilée à Jean-Baptiste.

Dans une deuxième hypothèse, j'ai présumé que les $15,500 épargnés ont été investis à un taux de rendement comparable à celui du coût de financement de la dette olympique, que j'estime bien arbitrairement et de façon non scientifique à 15% en moyenne pour les dix dernières années.

Ma petite calculatrice me dit que 15% d'intérêt composé pour 10 ans, sans toucher au capital, ramène la somme précitée à $62,706.00 et quelques grenailles.

Pour M. Rouleau, le résultat net de l'opération: $31,706.00 de profit net sans compter les mois qui excèdent dix ans, le tout étant non imposable.

Bravo! Payant, payant! Après ça, on viendra nous dire que les Canadiens français n'ont pas le sens des affaires... C'est un véritable coup de maître.

On ne l'y prendra plus; la sentence aura un effet dissuasif et M. Rouleau pourra continuer à servir généreusement la communauté québécoise (sic).

Même qu'on pourrait peut-être — par gratitude pour les grands services rendus à l'État par cet illustre citoyen — lui dédier le prochain pont qui enjambera le Saint-Laurent. (...)

Guy CHARTIER
Saint-Hubert

La SAQ, vache à lait (ou à vin?) d'un État «cassé»

Un court article, écrit par Jacques Benoit, sur une «innième» augmentation du prix des vins à la Régie des alcools, est presque passé inaperçu, je pense, enfoui qu'il était dans une des nombreuses pages du journal.

Ou peut-être les augmentations de la Régie sont-elles devenues si habituelles et rapprochées qu'on n'y porte pas plus attention que le rapport des crimes de la petite pègre ou des vols à l'étalage.

A vrai dire, parlons-en de vol à l'étalage! Un autre article nous disait qu'une bouteille de vin payée 80¢ par la Régie était parfois détaillée sur les tablettes jusqu'à $4.60. Rien de moins. Un temps je lisais la chronique des vins: un vin était-il recommandé comme un bon achat quant à son prix et sa qualité? Soyez sûr que ce même vin au bout de trois mois avait son augmentation de 10 à 15% pour être augmenté encore régulièrement surtout s'il avait le malheur d'être populaire! Ainsi le Val D'Adige Bianco, il y a à peine plus d'un an était recommandé et son prix était de $3.25. Je l'ai acheté aujourd'hui à $4.55.

On réplique trop facilement qu'on ne taxe jamais trop l'alcool ou qu'on n'a qu'à s'en passer! (...) Qui boit du vin avec un bon repas de temps en temps n'est pas un alcoolique. De plus, le vin est un aliment noble et sacré qu'on boit avec plaisir et respect. Les Grecs avaient leur dieu du vin et le Fils du Dieu des chrétiens n'a pas dédaigné de transsubstituer le vin en son sang même. Les plus grands et les plus vrais des poètes ont chanté le vin.

Mais notre Régie nationale, poussée par le gouvernement le plus cupide (et tout de même le plus cassé!) que nous ayons jamais eu dans cette province, bien défendue par son monopole, fait son trafic éhonté au mépris le plus total du public.

Quant à moi, je n'ai pas d'autre solution que d'en acheter au strict minimum ou pas du tout même, ou encore de l'acheter en dehors de cette province!

(À bien y penser, si M. Parizeau est si rapace en ce domaine, s'empêchera-t-il de l'être partout ailleurs?)

Michel GAGNIER
Montréal

Les anglophones au Québec

Au cours des derniers mois, j'ai remarqué avec grand intérêt que plusieurs anglophones ont écrit des lettres qui ont été publiées dans les journaux de langue française du Québec. Ceci, je crois, dans le but d'établir un dialogue avec nos compatriotes francophones. Dans l'ensemble, les lettres qui ont paru dans LAPRESSE exprimaient des opinions discrètes. Par contre, ces lettres reflétaient clairement l'inquiétude des anglophones à l'égard des règlements injustes votés par le gouvernement péquiste. Il est évident que plusieurs personnes ont des inquiétudes justifiées à l'égard du climat social dans la province de Québec.

Les anglophones demandent que des modifications soient apportées à certains articles de la loi 101, précisément aux articles qui ne leur permettent pas l'utilisation de la langue anglaise. Ils demandent que les institutions communautaires anglophones aient la permission de s'administrer dans la langue anglaise. Ils demandent que les sièges sociaux des entreprises qui désirent demeurer dans la province de Québec bénéficient d'une flexibilité dans l'utilisation de la langue anglaise, non seulement avec leurs employés, mais aussi avec leurs clients anglophones. Les anglophones sollicitent enfin l'appui des francophones dans le but de permettre aux élèves, dits «illégaux», de ne pas être expulsés de l'école de leur choix.

Toutes ces requêtes sont très rationnelles. Elles ne peuvent, en aucune façon, menacer la culture française. Au contraire, l'acceptation de ces demandes assurerait un Québec plus fort au point de vue économique, culturel et social. «Ensemble, c'est possible». (...)

Les francophones appuieront-ils nos efforts? Permettront-ils au gouvernement péquiste de poursuivre une politique qui ne peut que prolonger le malaise social et la conjoncture économique que nous vivons présentement?

Joan M. RODGER
Montréal

Lorsque du haut du balcon de l'hôtel de ville de Montréal, Charles de Gaulle s'écria «Vive le Québec libre», ces quatre mots se transformèrent en lames de fond déferlant sur la nation entière et empoisonnèrent pour plusieurs années les relations entre le Canada et la France.

Jamais n'aurai-je pensé qu'un jour, beaucoup d'anti-séparatistes au Québec adopteraient le slogan de de Gaulle et plaise à Dieu que ces quatre mots deviennent réalité!

Une fois pour toutes, le Québec doit être libéré du gouvernement tyrannique péquiste, lequel, ayant perdu la confiance de sa clientèle, à savoir, les travailleurs et les enseignants, s'accroche toujours au pouvoir comme une pieuvre.

Le Québec doit être libéré des émules du Dr Laurin, libéré des mauvaises lois qui défendent les affichés bilingues, qui défendent aux parents d'envoyer leurs enfants à l'école de leur choix, qui défendent aux institutions anglaises (hôpitaux, commission scolaire, etc...) de correspondre dans leur propre langue, qui défendent ceci, qui défendent cela.

Le Québec doit être libéré d'un gouvernement qui perçoit les impôts les plus élevés en Amérique du Nord. Les Québécois, qu'ils soient anglophones ou francophones, ne se sentent plus libres désormais dans cette province, et le malaise s'accentue jour après jour. La seule solution est de se libérer du gouvernement actuel. Général, où êtes-vous???

Peter SCOTT
St-Laurent

Pauvre M. Prince! Il a dû se tromper de ville. C'est pas à Toronto, ni à San Francisco que le Conseil de la langue française a commandé un sondage sur l'état du français dans les hôpitaux, mais à Montréal, deuxième ville française au monde et métropole d'un État à 85% francophone! Vraiment, c'est un prince bien domestiqué que ce prince-là, qui tremble chaque fois qu'un Anglais le regarde de travers.

André DAOUST
Montréal

Dans votre édition du 21 janvier, M. Jean-Pierre Bonhomme se permet de critiquer la qualité du français écrit du président d'Alliance Québec, M. Eric Maldoff. Il accompagne d'un (sic) sentencieux une citation de ce porte-parole de la minorité anglophone.

On voit que M. Bonhomme ne lit pas son propre journal et qu'il ne se relit pas lui-même. Il écrit en effet: «le groupe de sondeurs d'opinion montréalais bien établi» (sic); «une batterie d'experts légaux» (sic); etc.

Dans la même page, on peut lire: «produits de grocerie» (sic), un anglicisme qu'on n'entend plus depuis une bonne dizaine d'années.

Plutôt que de donner des leçons de français à M. Maldoff, M. Bonhomme et compagnie devraient aller exercer leur talent à la Montreal Gazette.

M. Noël PERUSSE
Montréal

GRÈVE DES EMPLOYÉS DES EAUX

Le gouvernement anglais songe à recourir à l'armée

■ LONDRES (AP) — Le ministre britannique de l'Environnement, M. Tom King, a réaffirmé, dimanche, qu'il demanderait à l'armée d'intervenir si les employés des eaux ne mettaient pas fin à la grève qui dure depuis une semaine privant 17 000 foyers d'eau et obligeant six millions de Britanniques à faire bouillir leur eau.

« Si nous nous trouvons dans une situation grave, aucun gouvernement ne peut abandonner ses responsabilités », a dit M. King à la télévision. Puis évoquant l'appel à l'armée il a ajouté : « En ultime recours, nous pourrions être forcés de le faire ».

Les syndicats, qui demandent pour les grévistes une augmentation de 15 p. cent sur le salaire moyen qui est de 136 livres par semaine (270$ environ), ont repoussé les propositions de la Compagnie nationale des eaux qui offrait 7,3 p. cent d'augmentation sur 16 mois.

Appel à la crasse

La situation amène certains faits cocasses, comme cet appel provisoire à la crasse lancé par la Régie des eaux de l'Anglia (ouest du pays), pour inviter ses usagers à économiser l'eau : « Passez un week-end sale (...) Ne vous lavez pas, ne lavez pas votre voiture et ne faites la vaisselle qu'une fois par jour ».

Aucune solution au conflit n'était en vue samedi au sixième jour d'une grève qui contraint désormais six millions de foyers à faire bouillir leur eau et en prive totalement près de 14 500.

Les représentants syndicaux des 29 000 employés des eaux se sont réunis samedi à Londres pour analyser les résultats d'un scrutin organisé auprès de leurs membres sur la prolongation ou non de la grève.

Mais, avant même l'annonce officielle des résultats du scrutin, les syndicalistes ont fait savoir que les employés des eaux avaient voté massivement en faveur de la poursuite de la grève.

Le premier ministre britannique, Mme Margaret Thatcher, a accusé, lors d'une réunion vendredi soir à Glasgow, les grévistes de trahir les idéaux du syndicalisme « en privant la communauté (nationale) d'un élément essentiel à la vie — l'approvisionnement décent en eau ».

Emplois en péril

De son côté, le directeur général de la Confédération de l'industrie britannique, sir Terence Beckett, a estimé que la grève, si elle se poursuivait, mettrait en péril des emplois dans l'industrie.

Les employés des eaux réclament des hausses de salaire de 15 p. cent alors que les employeurs ne consentent qu'à des augmentations de 7.3 p.cent sur 16 mois.

Le nombre de foyers privés d'eau augmente chaque jour, les réparations de canalisations défectueuses n'étant plus effectuées, ainsi que les risques de pollution. Les régions les plus touchées sont le Nord-ouest, le Yorkshire, le Sud-ouest et le pays de Galles où des égoûts se déchargent dans les rivières.

La famille royale elle-même risque d'être affectée par les conséquences de la grève. Des eaux d'égoûts non traitées menacent en effet de déborder non loin du parc de Gatcombe, dans le Gloucestershire (est de l'Angleterre où résident la princesse Anne et son époux, le capitaine Mark Phillips). « Ça sentira très mauvais quand ça débordera », a averti un employé des eaux, qui a refusé la tâche de vider l'égoût.

Conflits : 52 mises à pied chez Eastern Provincial Airways

■ GANDER, Terre-Neuve (PC) — La compagnie Eastern Provincial Airways, de Terre-Neuve, vient d'annoncer 52 nouvelles mises à pied, en raison des conflits de travail qui y sévissent.

Ces mises à pied toucheront 20 agents de bord, la plupart de Halifax, six préposés aux embarquements à Montréal et 26 préposés à la clientèle, répartis à travers le réseau.

Eastern Provincial ne fonctionne plus qu'au tiers de sa capacité, à cause des conflits qui l'opposent à ses 96 pilotes, en grève depuis jeudi, et à ses techniciens au sol, en lock-out depuis le 7 janvier.

La compagnie a déjà fait savoir qu'elle a annulé ses vols réguliers entre Montréal et Halifax depuis ce matin.

Un siège de 9 heures prend fin avec les gaz lacrymogènes

■ LUNENBURG, Nouvelle-Écosse (PC) — Les forces policières ont dû utiliser les gaz lacrymogènes pour calmer deux individus et procéder à leur arrestation, dimanche matin, à la suite d'un siège de neuf heures dans une résidence de Lunenburg, en Nouvelle-Écosse.

Les suspects étaient recherchés en rapport avec un incident survenu quelques heures plus tôt, lorsqu'un chauffeur de taxi de Bridgewater fut attaqué, volé puis battu.

Ce dernier avait fait monter à bord de son véhicule deux hommes qui l'ont dépouillé des 100$ qu'il avait sur lui et l'ont abandonné sur le bord de la route, dans un secteur isolé. Les malfaiteurs se sont ensuite enfui avec sa voiture.

La police n'a toujours pas retrouvé l'automobile du malheureux, qui n'a été que légèrement blessé.

Grève du transport routier aux États-Unis ?

■ D'après UPI— On ne savait toujours pas, hier soir, dans quelle mesure les routiers américains participeraient à la grève déclenchée à minuit hier par l'Association des routiers indépendants, qui représente une trentaine de milles camionneurs sur plus de 100 000 aux États-Unis. Si un bon nombre semblaient prêts à débrayer pour protester contre la « Surface Transportation Act », qui augmente entre autres de 5 cents le gallon la taxe sur l'essence pour les poids lourds parce qu'ils endommagent davantage les routes, d'autres n'avaient pas l'intention de suivre le mouvement parce qu'ils sont menacés de renvoi par les entreprises qui les emploient. D'autres encore ont laissé entendre qu'ils obéiraient à l'ordre de grève par peur des représailles.

Le fils d'Alain Delon est arrêté dans une automobile volée

■ VERSAILLES, France (AFP) — Deux jeunes gens, dont Anthony Delon, 18 ans et demi, fils de l'acteur Alain Delon, ont été interpellés à bord d'une voiture volée, samedi soir, aux Mureaux (Yvelines, région parisienne), a-t-on appris, dimanche, de sources sûres.

Un pistolet 9 mm, dont le numéro avait été limé, a été saisi dans le véhicule, a-t-on ajouté de mêmes sources.

Anthony Delon et son ami, Marc Mil, 31 ans, sans profession, ont été interpellés, samedi vers 21h00, a un barrage routier.

La voiture dans laquelle ils se trouvaient, une BMW, avait étévolée le matin même boulevard Victor-Hugo à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine).

Anthony Delon et Marc Mil étaient toujours en garde à vue, dimanche à 17h00, dans les locaux de la police de Versailles, a-t-on précisé de source autorisée à Versailles.

LE REER SANS FRAIS

11 3/4 % 32 MOIS | 12 1/4 % 4 ANS

■ ANNUELLEMENT ■ GARANTI ■ AUTRES TERMES OFFERTS

■ Un régime enregistré d'épargne-retraite n'entrainant absolument aucun frais.
■ Renseignez-vous sur la possibilité de transférer votre présent REER à notre régime.
■ Option Épargne à 9¼% avec intérêts crédités semi-annuellement. Taux passible d'une révision trimestrielle.
■ Écrivez, téléphonez (à frais virés) ou passez à notre succursale pour obtenir une brochure de 16 pages et un nécessaire REER.

Taux passibles de changer sans préavis.

■ Montréal: 612, rue Saint-Jacques (514) 282-1880
Québec: (418) 681-0277 ■ Ottawa: (613) 238-6084

INSTITUTION INSCRITE: RÉGIE DE L'ASSURANCE-DÉPÔTS DU QUÉBEC

Crédit Foncier
FIDUCIE CRÉDIT FONCIER

MEMBRE: SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-DÉPÔTS DU CANADA

LOTO MATIQUE

MANUELLE OU LOTOMATIQUE?

Si vous achetez vous-même vos billets, les manipulez, les rangez, les vérifiez après tirage, votre loterie est... «manuelle»...

Avec LOTOMATIQUE, tout est automatique!

Super Loto
6/36
Provincial
Loto 6/49
La Mini
INTER

Simple:
Abonnez-vous seul(e) ou en groupe à vos loteries préférées;

Sûr:
Plus de billets égarés, plus de tirages manqués. Participation à tous les lots bonis, lots instantanés et mise-tôt du 6/36;

Pratique:
Loto-Québec s'occupe de tout, (incluant vérification après tirage et envoi de chèques);

Gratuit:
Lotomatique est un service gratuit de Loto-Québec;

Profitable:
Quand vous profitez de LOTOMATIQUE, LOTOMATIQUE profite aux associations sans but lucratif.

Demandez le formulaire LOTOMATIQUE à votre kiosque Loto-Québec ou composez:

873-7198 (Montréal);
ou, sans frais:
1-800-361-8095
(extérieur).

loto-québec

Abonnez-vous à la chance!

À L'ÉPOQUE, VOUS N'AVIEZ QU'UNE SEULE DÉCISION À PRENDRE: ADHÉRER OU NON À UN REER.

Mais les temps ont changé. Et plusieurs options de placement font maintenant partie des REER. Votre propre portefeuille de REER a sans doute fructifié à tel point que de nombreux relevés de compte vous inondent chaque année.

Vous vous demandez s'il ne serait pas plus avantageux de faire le virement de vos contributions actuelles à un nouveau REER, mais la paperasse qui accompagne tout virement vous décourage. N'hésitez plus. Il existe une solution facile: le REER Portefeuille du Trust Royal.



UN RÉGIME

Aucun autre Régime enregistré d'épargne-retraite n'est exactement pareil. Le REER Portefeuille vous permet de combiner à votre guise l'une ou l'autre de nos options de placement. Et c'est aussi simple qu'un compte d'épargne ordinaire.

UN ENDROIT

C'est au Trust Royal bien entendu, parce que nous avons plus d'expérience en matière de REER que quiconque. Nous vous aiderons à organiser et à établir votre propre régime de retraite en fonction de vos besoins.

UN DOCUMENT

Quel que soit le nombre d'options de placement composant votre REER Portefeuille, vous ne recevrez qu'un seul relevé de compte et un seul reçu aux fins de l'impôt. De plus, vous n'aurez qu'un formulaire à remplir pour faire le virement d'une option de placement à une autre.

SEPT OPTIONS DE PLACEMENT

Le Trust Royal offre le plus grand éventail d'options de placement possible. En contribuant au REER Portefeuille, vous pouvez combiner l'une ou l'autre de ces options:

1. Compte d'épargne: c'est aussi simple qu'un compte d'épargne ordinaire.
2. Dépôt à terme à intérêts annuels: dépôt à terme à revenu fixe dont les intérêts sont réinvestis annuellement dans une ou plusieurs des autres options de placement.
3. Dépôt à terme à intérêts composés: dépôt à terme à revenu fixe dont les intérêts sont composés annuellement au taux convenu au moment du dépôt.
4. Fonds "B"*: il s'agit de titres à revenu fixe (obligations et débentures).
5. Fonds "C"*: il comprend des actions ordinaires de sociétés canadiennes.
6. Fonds "E"*: il se compose d'actions de sociétés du secteur énergétique.
7. Fonds "M"*: il s'agit de premières hypothèques ordinaires sur des propriétés domiciliaires canadiennes.

UNE CHOSE À FAIRE

Renseignez-vous sur le REER Portefeuille au bureau du Trust Royal le plus près de chez vous, que ce soit pour participer à un nouveau régime ou pour faire effectuer le virement au Trust Royal des fonds d'un autre régime que vous pouvez détenir ailleurs.

Trust Royal

*Ne se vend que par prospectus. Vous pouvez en obtenir un exemplaire sur demande.

BUREAUX À: MONTRÉAL*, QUÉBEC, TROIS-RIVIÈRES, SHERBROOKE, SAGUENAY / LAC ST-JEAN ET RIMOUSKI. * 17 BUREAUX POUR MIEUX VOUS SERVIR DANS LA RÉGION DE MONTRÉAL. POUR RENSEIGNEMENT, APPELEZ 876-7332.

À l'Éducation

La qualité d'un peuple peut se mesurer par sa capacité de travailler ensemble en période difficile.

Les travailleurs et les travailleuses du secteur de l'éducation sont assurés de conditions de travail avantageuses.
Ils comptent déjà parmi les citoyens les plus protégés face à la crise actuelle.

Si le Gouvernement consentait à leur donner davantage, ce serait au détriment du droit de tous à l'éducation et aux services éducatifs qui contribuent à en assurer la qualité.

Le droit des adolescents

- Sous forme de bourses et de prêts, 70 millions $ **de plus** ont été accordés aux étudiants(tes) au cours des deux dernières années.
- En 1982-1983, 13 000 nouveaux étudiants(tes) **de plus** veulent se voir accorder une aide financière.
- Les frais de scolarité n'ont pas augmenté depuis plus de 15 ans pour qu'un maximum d'étudiants(tes) aient accès à l'éducation.
- Environ 85 000 élèves vont acquérir une formation professionnelle de base plus solide et mieux adaptée aux nouveaux besoins sociaux et technologiques.

Le droit des femmes

- Plus de la moitié des **14 300** nouveaux élèves à qui l'enseignement collégial est devenu accessible, au cours des deux dernières années, sont des femmes.
- Plus de la moitié des **23 000** nouveaux étudiants ayant pu accéder à l'université, au cours des cinq dernières années, sont aussi des femmes.

Le droit des adultes

- Pour la première fois, près de 500 professeurs seront affectés à temps plein à l'éducation des adultes.

Le droit des enfants inadaptés

- Le Gouvernement **maintient** les services existants en ce domaine, ce qui est un devoir.
- Chaque professeur voit sa tâche réajustée à la baisse selon le nombre et la nature des difficultés d'apprentissage éprouvées par les enfants.

L'accessibilité à l'éducation, c'est l'accessibilité à un avenir de qualité.

Il faut y penser **aujourd'hui**.

Pour la qualité de l'éducation, le Gouvernement fait plus.

Gouvernement du Québec

« GO, JOE, GO... »

Encore une année de querelles pour le PC

WINNIPEG — « We Want Joe »... « Go, Joe, Go »... Dans le chahut du congrès, les deux slogans se confondaient. C'est finalement dans le secret de l'isoloir que les délégués allaient sceller le sort de leur leader.

A ce cruel référendum, les uns ont voté « oui » en faveur de la révision du leadership, les autres « non »... puisque, symboliquement, c'est sous une forme négative qu'était libellé l'appui au chef.

LYSIANE GAGNON

Michael Hopfner, un propriétaire de motel de la Saskatchewan, a voté « non ». La trentaine, chapeau de cowboy de plastic blanc, encore sous le choc: « C'est la faute des journalistes. Ils lui ont fabriqué une mauvaise image. Ç'a commencé par « Joe Who » et ainsi de suite. Après Clark? Je ne sais pas. »

Martin Tremblay, d'Alma, avocat, la trentaine lui aussi. Chemise ouverte sur une grosse chaîne dorée, bague à diamants, l'air faraud, sourire de charmeur, a voté contre Clark: « Il ne passe pas au Québec, avec lui on ne gagnera pas un comté de plus. Wagner, lui, aurait passé... Mulroney? Oui, avec lui ça irait. »

Winnifred Smith, Fredericton, la cinquantaine, secrétaire de député, fidèle au chef: « Je n'en reviens pas. A en juger par les macarons et par ce que les gens disaient, il y avait une grosse majorité pour Clark, je m'attendais à 75 p.cent. Ça veut dire qu'il y a bien des hypocrites dans ce congrès-là. Après Clark? ... Notre premier ministre Hatfield ferait un bon candidat! »

Carl Youngren, de Calgary, 60 ans environ, géologue. Très posé. Pèse chacun de ses mots. A voté « oui »: « La révision s'imposait. Soit pour que Clark consolide son leadership, soit pour qu'on trouve un meilleur leader. C'est un chic type, mais trop jeune. C'est comme un pilote fraîchement diplômé qui serait devenu général du jour au lendemain, et qui aurait congédié tous les officiers seniors. Sa pire erreur: le budget Crosby. Taxer l'essence à la pompe au lieu de taxer le producteur, c'est provoquer tous les électeurs un par un... Quelle naïveté! Clark est trop lié aux Red Tories, trop à gauche. Je ne suis pas un reaganien non plus, je suis contre les extrêmes. Lougheed? Ce serait un bon choix: premier ministre respecté, Canadien sincère, homme sérieux... »

Réjeanne Lachance, Montréal, présidente de l'Association conservatrice de Ste-Marie, une pro-Clark: « Si le Québec avait voté en bloc derrière Clark, il aurait eu 72 p. cent. Aujourd'hui, il y a des délégués du « oui » qui regrettent leur vote. Ils se rendent compte qu'un congrès de direction va coûter cher et qu'on ne trouvera pas mieux que Joe Clark. Moi je vais continuer à cabaler pour lui. Si je perds, tant pis, ce ne sera pas la première fois! Mulroney? C'est lui le coupable. Jamais, jamais je ne voterai pour lui. »

Armand Caron, Donnaconna, contracteur, ancien candidat conservateur. A voté « oui »: « J'ai fait campagne avec $1,000 pendant que les libéraux, eux, mettaient le paquet, avec tournée de ministres et même visite du premier ministre. Avec Clark on n'avance à rien. »

David Griffiths, Saint-Jean, Terre-Neuve, étudiant en science politique. Assommé, déçu, « dévasté » dit-il lui-même: « Je suis encore naïf... Je m'attendais à 75 p. cent. Après le vote j'ai couru à l'hôtel Louis-Riel, avec un ami francophone (David étudie le français depuis un an et le parle assez bien), où logeaient des partisans de Clark. J'ai vu des hommes en larmes... C'est dramatique: encore une année de querelles et d'incertitude et cela, en pleine crise économique alors que le parti devrait plutôt s'occuper des gens. »

CENTRES GO
GOODYEAR
LES SPÉCIALISTES DES ENTRETIENS POUR L'HIVER

3 BONNES RAISONS DE SE FIER AUX SPÉCIALISTES DE L'HIVER!

HUILE, FILTRE ET LUBRIFICATION
14.95 LA PLUPART DES VOITURES
PRIME • FILTRE À AIR
POSÉ SANS SUPPLÉMENT. VALEUR DE 6.95 ET PLUS
Offre en vigueur jusqu'au 5 février 1983
Pose d'un filtre à huile FRAM neuf.
Jusqu'à 5 litres d'huile QUAKER STATE 10W30 dans le moteur.
Lubrification complète du châssis avec QUAKER STATE.

ENTRETIEN DES FREINS
68.95 LA PLUPART DES VOITURES
VOTRE CHOIX
2 ROUES, DISQUES À L'AVANT OU 4 ROUES, TYPE À TAMBOUR.
PIÈCES ET MAIN-D'OEUVRE COMPRISES.
Nous posons des garnitures/sabots de freins en amiante de première qualité, regarnissons les roulements des roues avant, vérifions les autres pièces des freins, faisons un essai sur route. Regarnissage en sus, si nécessaire.
RENSEIGNEZ-VOUS AU SUJET DE NOTRE GARANTIE DE 24 MOIS/40,000 KM.

VENTE DE BATTERIES POWERGUARD
10$ DE RABAIS
La meilleure batterie sans entretien de Goodyear. Jusqu'à 40% plus puissante que les batteries d'équipement d'origine. Garantie au prorata de 60 mois.
Offre en vigueur jusqu'au 5 février 1983.

• Nous faisons l'entretien de la plupart des camions légers et des voitures nord-américaines et importées.

L'ENGAGEMENT DU CENTRE GO.
Notre engagement envers chacun des clients du Centre Go est le suivant:
· effectuer un entretien professionnel à tous les points de vue;
· n'effectuer que le travail nécessaire et autorisé;
· retourner toutes les pièces usées;
· expliquer et détailler chaque travail effectué;
· honorer toutes nos garanties d'entretien à l'échelle nationale.

CENTRES GO GOODYEAR
Vente en vigueur dans les Centres Go Goodyear suivants.
Consultez le directeur pour d'autres aubaines de pneus !
Soyez prudent — Téléphonez pour prendre rendez-vous

• • MONTRÉAL 5750, ch. Côte-de-Liesse 731-6471
MONTRÉAL 2615 est, rue Ontario 527-8364
CENTRE-VILLE, MONTRÉAL 11 est, boul. de Maisonneuve 849-8031
9170 est, rue Sherbrooke 352-2662
LAVAL (CHOMEDEY) 1250, boul. Labelle 688-3575
• ST-LAURENT 1340, Montée-de-Liesse 334-9312
LASALLE 1870, av. Dollard 363-0633
DOLLARD-DES-ORMEAUX 4910, chemin des Sources 684-9532
DOLLARD-DES-ORMEAUX 3614, boul. Saint-Jean 620-2341
SAINT-LÉONARD 9255, boul. Lacordaire 325-3280
MONTRÉAL 5135, rue Papineau 527-9854
VERDUN 4000, av. Verdun 761-4568
AHUNTSIC 10220, boul. Saint-Laurent 381-2591
LAVAL (PONT-VIAU) 366, boul. des Laurentides 667-0210
CHÂTEAUGUAY 104, rue d'Anjou 691-3160
SAINT-MICHEL 3845 est, rue Jean-Talon 729-4394
LONGUEUIL 85, boul. Sainte-Foy 679-5250
• VILLE D'ANJOU 8301, boul. Métropolitain 354-7444
MONTRÉAL-NORD Centre du Pneu Fleury 3950 est, Fleury 328-2835
• Lundi à vendredi 7h30 a.m. à 5h30 p.m. Samedi: Fermé.
• • Samedi: 8h a.m. à 12h.
TOUS LES MAGASINS: Lundi à vendredi: 7h30 a.m. à 6h p.m. Samedi 8h a.m. à 5h p.m.
ON S'ATTEND TOUJOURS À PLUS • COMMUNIQUEZ AVEC NOUS !

CONFÉRENCE SUR LES DROITS DES ABORIGÈNES

La question du pouvoir sera à l'ordre du jour

OTTAWA (PC) — Un seul véritable thème central sera traité à la conférence fédérale-provinciale sur les droits aborigènes, les 15 et 16 mars: le pouvoir. Il s'agira en fait, selon les termes de la nouvelle constitution, de restituer et reconnaître certains droits au peuple autochtone.

Près de 1.4 million d'Amérindiens, Inuits et Métis se verront accorder quelques droits, tel que mentionné explicitement dans la nouvelle Loi du Canada: les traités et droits ancestraux généralement reconnus au peuple aborigène se voient par la présente confirmés et officialisés.

Après de maintes tergiversations, le Québec, qui avait boycotté de précédentes rencontres constitutionnelles, a accepté d'envoyer un représentant à cette première conférence ministérielle sur les droits aborigènes.

Le ministre de la Justice, M. Mark MacGuigan, a inauguré ce matin, au Centre des congrès à Ottawa, la conférence des ministres provinciaux responsables des changements constitutionnels, des chefs inuits et représentants du peuple aborigène.

Positions respectives

Les Amérindiens, de même que tous les autochtones, exigent l'ajout d'une clause constitutionnelle stipulant que leur aval sera requis pour décréter tout changement à la Loi du Canada, touchant à leurs droits ancestraux ou les concernant simplement.

La position des 300,000 Amérindiens du Canada, représentés par l'Assemblée des premières nations, semble radicale. Ayant préalablement refusé de participer aux conférences, par crainte d'avoir à mendier auprès du gouvernement, les Amérindiens se voient toujours divisés sur la question. Certains exigent dorénavant que la négociation de leurs droits s'effectue en tête-à-tête avec le fédéral, et que les provinces ne se voient nullement impliquées.

Le point de vue des 25,000 Inuits, représentés par le Comité inuit sur la question nationale et le Conseil des aborigènes, paraît plus conciliable avec la position gouvernementale. Les Inuits tiennent à ce qu'une charte des droits, enchâssée dans la nouvelle constitution, reconnaissent leurs droits ancestraux et d'accès aux leviers économiques, leur histoire et culture distinctes, de même que la protection de leurs habitats traditionnels.

Les gouvernements fédéral et provinciaux s'entendent pour poursuivre la négociation sur ces droits. Tous perçoivent d'un oeil suspect l'auto-détermination des peuples aborigènes et quelques-uns refusent catégoriquement de restituer des terres aux Métis. Il semble aussi que tous nient la nécessité d'ajouter la clause du consentement nécessaire des autochtones, avant d'effectuer toute modification à la constitution, lorsque celle-ci les concerne.



On voit Jean-Pierre Côté peignant son autoportrait. Téléphoto CP

Côté ne s'accrochera pas à son poste de Lieutenant-Gouverneur

QUEBEC (PC) — Même s'il est incertain de son avenir et qu'il n'a pas les moyens d'arrêter de travailler, Jean-Pierre Côté ne s'accrochera pas à son poste de Lieutenant-Gouverneur qu'il occupe depuis bientôt cinq ans, a-t-il confié dans une entrevue.

Non pas que le représentant d'Elizabeth II au Québec ne se plaise plus dans ses fonctions.

Mais après avoir revalorisé sans trop faire de bruit le rôle de Lieutenant-Gouverneur aux yeux d'une population d'organismes en mal de présidents d'honneur, M. Côté avoue qu'il n'est plus en mesure de suivre le rythme un peu fou des sorties officielles.

D'autant plus, précise-t-il, que ce rythme grandit sans cesse au fur et à mesure que se multiplient les demandes.

« Je me suis donné à plein, dit-il. J'ai énormément sorti. L'an passé j'ai eu 189 fonctions officielles dont 123 sorties à travers la province C'est beaucoup et c'est sûrement différent de ce qu'on faisait autrefois. »

« On a de la difficulté à suivre la réputation qu'on se fait, ajoute-t-il. Et je n'aime pas modérer le tempo mais il le faut à un moment donné parce qu'on n'est plus capable. Mais je me dis que plutôt que de faire ça, il est préférable de laisser la place à quelqu'un qui pourra continuer au même rythme. »

A 57 ans, M. Côté dit qu'il n'a pas encore les moyens de prendre sa retraite. Il se rendra à Ottawa sous peu pour discuter de son avenir avec le premier ministre Trudeau qui l'a nommé il y a cinq ans. Si on ne lui offre rien qui l'intéresse, il devra se tourner du côté du secteur privé et se trouver un emploi par ses propres moyens.

Il quittera donc son poste de Lieutenant-Gouverneur en avril, après avoir assumé ses fonctions durant le minimum normal de cinq ans. Tout au plus serait-il prêt à rester quelques mois supplémentaires, s'il advenait que M. Trudeau ait besoin de temps pour lui trouver un successeur.

Trop dispendieux

En général, M. Côté gardera un bon souvenir de son passage à Québec.

« J'ai aimé ce travail et j'ai trouvé que les cinq ans avaient passé extrêmement vite. Vivre à Québec a été un expérience extraordinaire, » explique ce Montréalais qui fut député aux Communes pendant neuf ans, ministre des Postes dans le Cabinet Trudeau durant sept ans et sénateur pendant six ans.

Il ne se soucie guère de savoir si Ottawa ou Québec ont apprécié son travail. D'ailleurs, dit-il, ils ne sont probablement pas au courant de toutes mes activités puisque c'est moi qui décide et que je n'ai de compte à rendre à personne.

« Mais je suis certain que ç'a été apprécié par beaucoup d'organismes et d'associations bénévoles (des maladies du rein, du coeur ou de l'arthrite par exemple) à qui j'ai donné un bon coup de main lors de leurs campagnes de souscription. »

D'une discrétion exemplaire, M. Côté a toujours évité d'aborder des questions politiquement « chaudes » comme l'unité nationale ou la constitution.

Encore aujourd'hui, si on tente de le compromettre par des questions trop précises, il se bornera à répondre qu'il a toujours respecté le jugement des Québécois « qui savent exactement se comporter quand vient le temps de parler, surtout en temps d'élections. »

Sans sortir de sa tiédeur protocolaire, il laisse cependant entendre qu'il n'a pas apprécié certains titres de journaux qui rapportaient l'été dernier des propos du premier ministre Lévesque qui en faisait le Lieutenant-Gouverneur le plus dispendieux au Canada.

Ca n'est pas moi qui vote mon budget, explique-t-il à sa décharge, ajoutant que le Conseil exécutif avait même refusé ses propositions plusieurs fois répétés de coupures budgétaires.

La peinture

Les cinq années passés au poste de Lieutenant-Gouverneur lui auront aussi permi de se découvrir une passion pour la peinture et les paysages champêtres uniques de la région de Québec.

En quatre ans, M. Côté a développé une technique certaine qui lui permet aujourd'hui de produire des oeuvres « montrables ».

Il en exposait d'ailleurs un certain nombre il y a quelques jours à l'université Laval, non pas pour les vendre, mais pour « que le public puisse les voir ».

Cette exposition n'est pas le début d'une nouvelle carrière pour lui, précisera Jean-Pierre Côté:

SONDAGE GALLUP

FEMMES AVEC ENFANTS

Le travail extérieur affecte moins la vie familiale

Au cours des dix dernières années au Canada, il y a eu une légère diminution du pourcentage de gens qui croient que le nombre accru de femmes mariées, ayant des enfants, sur le marché du travail nuit à la vie familiale. Le pourcentage est en effet passé de 59 p. cent en 1973 à 55 p. cent, cette année.

Par contre le pourcentage de Canadiens qui estiment que la présence des mères sur le marché du travail ne nuit pas à la vie familiale a connu une plus grande augmentation, passant de 27 p. cent à 38 p. cent.

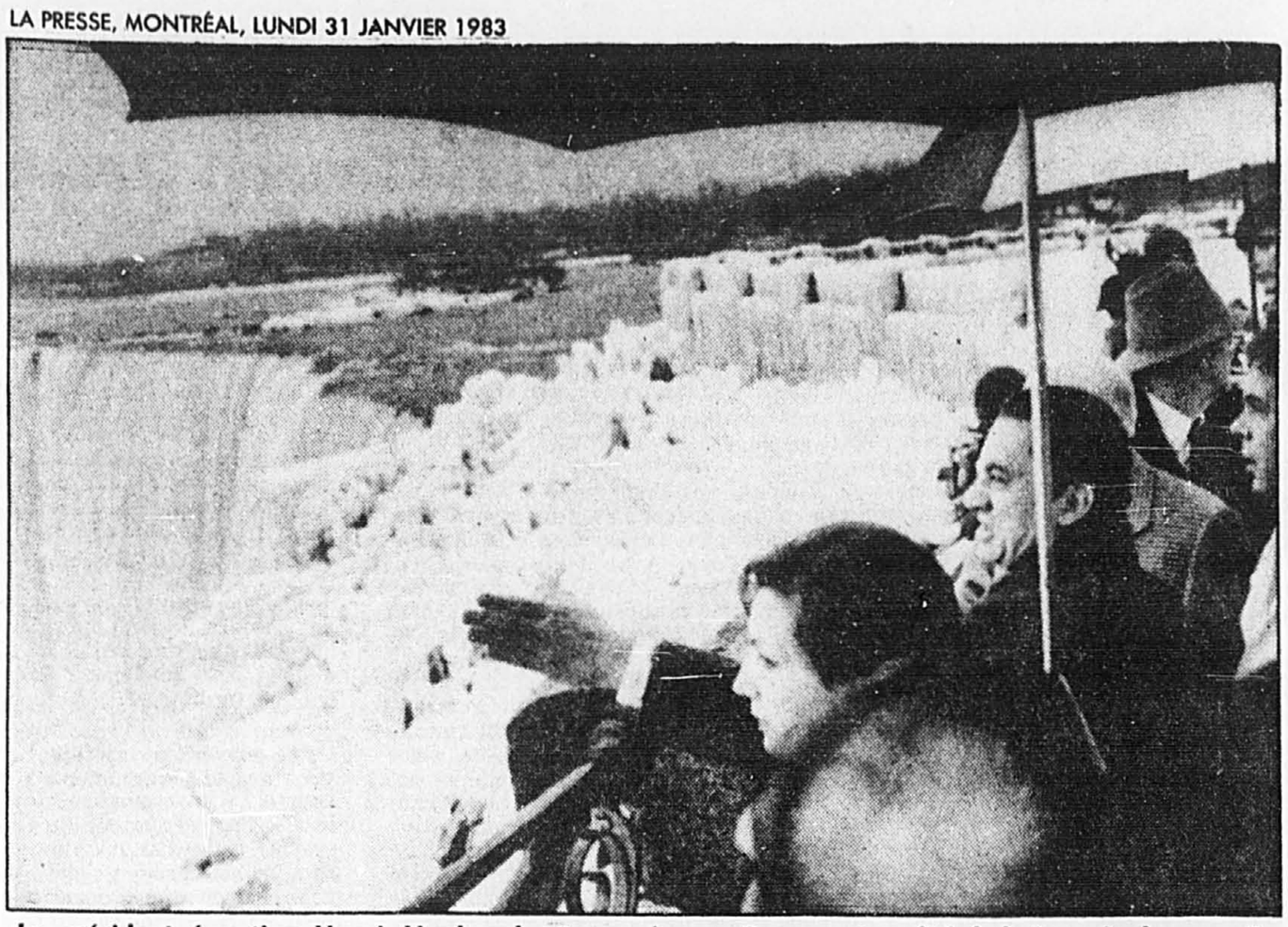
Les opinions sur cette question sont partagées à peu près également chez les moins de 30 ans, 46 p. cent ne voyant pas d'effet négatif contre 44 p. cent qui en voient. Mais chez les personnes de 50 ans et plus, 70 p. cent croient que les femmes travaillant à l'extérieur nuisent à la vie familiale.

Le résultats de ce sondage de la maison Gallup sont tirés d'entrevues menées auprès de 1041 adultes de 18 ans et plus interrogés à leur domicile en décembre. Un échantillon de cette taille comporte une marge d'erreur de 4 p. cent, une fois sur vingt.

La question posée par les enquêteurs était la suivante: « Il y a plus de femmes mariées, ayant des enfants, qui travaillent à l'extérieur. D'après vous, est-ce que cela nuit à la vie familiale? »

	OUI	NON	N'ONT PAS VOULU REPONDRE	NE SAVENT PAS
Canada- 1983	55%	38%	4%	4%
Canada- 1973	59	27	7	7
Par âge, 1983				
18-29 ans	44	46	3	6
30-49 ans	49	43	5	3
50 ans et plus	70	24	4	2

Note: Le total des pourcentages peut ne pas donner 100 parce que les chiffres ont été arrondis.



Le président égyptien Hosni Moubarak et son épouse Suzan ont profité de la journée de samedi pour visiter les chutes Niagara.

Téléphoto CP

PREMIÈRE VISITE AU CANADA

Liban : Moubarak réitère ses avertissements à Washington

■ NEW YORK (AFP, Reuter) — Washington perdra la confiance de ses amis arabes s'il ne réussit pas à convaincre Israël de se retirer du Liban et de mettre fin à la colonisation des territoires occupés, a déclaré le président égyptien Hosni Mourabak, lors d'une entrevue accordée samedi à New York, avant son départ pour le Canada, et diffusée hier par la chaine ABC.

Le président Moubarak a précisé que les Etats-Unis avaient beaucoup d'amis au Proche-Orient, en dehors d'Israël, et que le fait de perdre leur confiance compliquerait beaucoup les problèmes pour l'avenir.

Le rais a indiqué qu'au cours de sa visite officielle de deux jours à Washington, il avait procédé avec le président Reagan à un échange de vues sur le processus de paix au Proche-Orient, pour parvenir à mener à bien le plan de paix américain, pleinement soutenu par l'Egypte. Il faudrait, selon lui, que le roi Hussein de Jordanie et l'OLP forment une délégation unifiée.

Le président égyptien a par ailleurs affirmé qu'il avait l'impression que les Syriens cherchaient à compliquer le problème du retrait des troupes étrangères du Liban. Cela porte à croire, dit-il, que les Syriens, comme les Israéliens, ne veulent pas quitter le Liban.

Le président Moubarak entamera aujourd'hui une visite officielle de deux jours au Canada, la première d'un chef d'Etat égyptien au pays. M. Boubarak a passé le week-end à Toronto où il s'est rendu à titre privé, et a visité les chutes Niagara en compagnie de sa femme. Il a ensuite dîné avec le ministre ontarien de l'Energie, Robert Welch.

Dès son arrivée à Ottawa ce matin, le président aura un entretien en tête-à-tête avec le premier ministre Trudeau, sur la situation au Proche-Orient et les relations bilatérales. Il sera, dans la même journée, l'hôte à déjeuner du gouverneur général, Ed Shreyer. Il visitera demain la région industrielle d'Ottawa et rencontrera les membres des commissions des Affaires étrangères et de la Défense du Parlement avant de quitter le Canada pour Londres, tard dans la soirée.

La coopération économique egypto-israélienne a été engagée en 1978 seulement. Pour signifier son soutien politique au processus de paix israélo-égyptien, Ottawa avait alors débloqué un don de $50 millions à l'Egypte. Depuis, grâce à des facilités financières, le Caire a pu acquérir 243 locomotives canadiennes, actuellement en cours de livraison. Les dons canadiens ont représenté au total $150 millions depuis 1976 dont $20 millions d'aide alimentaire.

Bien qu'en croissance régulière, les échanges commerciaux égypto-canadiens restent relativement faibles. L'Egypte est néanmoins le seul pays du Proche-Orient avec lequel le Canada a passé un contrat de livraison d'uranium pour la production, à partir de 1990, d'énergie électrique à base nucléaire.

Merci
Monsieur Lévesque

Nous, comme
"employés permanents actuels
du secteur public",
sommes très satisfaits
de votre récente décision
de nous reconnaître
la sécurité d'emploi
comme vous le mentionnez
dans votre
publicité gouvernementale.

Nous n'en demanderons
sûrement pas davantage.

ACSSQ
Association des Cadres Intermédiaires des Services Sociaux du Québec

Résultats

loto-québec

6/36 — Prochain GROS LOT : 430 000,00$ approx

Date 28-01-83 — 3 | 9 | 14 | 28 | 30 | 34 — N° complémentaire : 11

	GAGNANTS	LOTS
6/6	0	217 271,00$
5/6+	15	8 690,80$
5/6	359	544,70$
4/6	10822	50,20$

Ventes totales : 2 367 409,00$

MISE-TÔT : 11 | 15 | 24 | 33 — Gagnants : 442 — Lot : 113,10$

Mini Loto — Date 28-01-83 — 177992 — 50 000$

	LOTS		LOTS
77992	5 000$	992	50$
7992	250$	92	5$

Provincial — 1723169 — 500 000$ — Date 28-01-83

	LOTS		LOTS
723169	50 000$	3169	100$
23169	1 000$	169	25$
		69	10$

Super Loto — Tirage 30 Jan. 83 — Lots de 100 000$

383 C 961
793 A 564
723 C 183
293 A 423
663 A 879

1031629
3690931
2680760
2031762
— 4 GROS LOTS — 1 000 000$ chacun

pour chacun des 4 numéros ci-haut

6 derniers chiffres	50 000 $
5 derniers chiffres	5 000 $
4 derniers chiffres	500 $
3 derniers chiffres	100 $
2 derniers chiffres	10 $

La Quotidienne — Semaine du 24 Jan. 83

Numéros décomposables

L	M	M	J	V	S
0281	9348	9112	6813	7934	7908

Numéros bonis : 7777$ — Non décomposables

248128	206505	621684	438640	858633	395386

Lotto 6/49 — Prochain GROS LOT : 500 000$ approx

Date 29-01-83 — 8 | 22 | 26 | 27 | 34 | 42 — N° complémentaire : 14

	GAGNANTS	LOTS
6/6	2	1 152 467,20$
5/6+	7	95 937,90$
5/6	161	1 419,40$
4/6	9,093	64,60$
3/6	143,643	10$

Ventes totales : 7 159 634,00$

Québec en fête — Carnaval de la pâtisserie DISRAELI 4-5-6 février — un des 53 événements commandités par Loto-Québec

Les modalités d'encaissement des lots paraissent au verso des billets et des fiches de sélection. En cas de disparité entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle, cette dernière a priorité.

BROWN DERBY

4827 VAN HORNE 739-2331

DANS LE CENTRE COMMERCIAL VAN HORNE

Restaurant et Charcuterie

OFFRE SPÉCIALE

27e ANNIVERSAIRE

LA VIANDE FUMÉE BROWN DERBY
«PRÉPARÉE À L'ANCIENNE»

Nous pensons que nous préparons la viande fumée la meilleure et la plus succulente en ville.

«Le maître incontesté de la viande fumée dans le West-End de Montréal...»
Josh Freed, à l'émission Market Place de CBC, le 17 janvier 1982.

Nous préparons la viande fumée «à l'ancienne», comme elle était préparée par les Européens qui débarquèrent ici, avec leur recette secrète, il y a 60 ans.

Si vous aimez la viande fumée et que vous n'êtes jamais venu au Brown Derby déguster notre fameuse viande fumée «préparée à l'ancienne», nous vous faisons une offre que vous ne pouvez refuser.

À COMPTER DU LUNDI, 31 JANVIER, ET JUSQU'AU DIMANCHE 6 FÉVRIER, NOTRE MERVEILLEUSE VIANDE FUMÉEE «PRÉPARÉE À L'ANCIENNE», HABITUELLEMENT OFFERTE À $2.80 LE SANDWICH ET NOS FRITES NORMALEMENT $1.10, POUR UN (TOTAL DE $3.90) SERONT EN VENTE À $1.95 L'UNITÉ, MOITIÉ PRIX!!

CETTE OFFRE N'EST VALABLE QUE POUR LES GENS QUI MANGENT AU RESTAURANT.

On n'est pas les seuls À LE DIRE!

Le travail du personnel professionnel dans les écoles EST INDISPENSABLE AU DÉVELOPPEMENT DES JEUNES.

LUTTER POUR DES SERVICES PROFESSIONNELS ADÉQUATS C'EST ÇA LA SOLUTION

Centrale de l'enseignement du Québec

APRÈS SEPT PARUTIONS SEULEMENT

L'hebdo Québec-Dimanche ferme

■ (PC) — L'hebdomadaire Québec-Dimanche n'aura paru que sept fois, son propriétaire, M. John Maloney, ayant décidé samedi après-midi de couper court à la publication de ce tabloid.

« Depuis une semaine, on cherchait une nouvelle formule pour réduire les coûts en coupant dans le personnel et le nombre de pages », a expliqué à la Presse canadienne M. André Turbide, porte-parole de la direction du journal.

La décision a été annoncée aux employés samedi après-midi alors qu'ils étaient en train de préparer l'édition du 30 janvier. Le huitième numéro a été laissé en chantier.

Québec-Dimanche comptait une quarantaine de permanents et une vingtaine de pigistes.

Le journal était imprimé à 40,000 exemplaires mais on n'a jamais réussi à le vendre à guère plus de 10,000 copies dans la région de la Vieille Capitale.

La mise de fonds initiale de son propriétaire, M. Maloney, avait été de $1 million. Selon M. Turbide, les pertes accumulées après sept numéros étaient de l'ordre d'un demi-million. « Le journal perdait environ $80,000 par semaine », a-t-il précisé.

Aventure rocambolesque

Cherchant à expliquer la fin prématurée de l'expérience qui avait vu le jour le 12 décembre dernier, M. Turbide s'est contenté de dire : « C'était une aventure rocambolesque non planifiée, un rêve qui n'a jamais atteint un seuil raisonnable. »

Selon lui, les quatre derniers numéros étaient bien meilleurs que les trois premiers mais cela n'a pas suffi à attirer la publicité et les lecteurs. Les premiers numéros ont, semble-t-il, englouti trop d'argent.

Sans vouloir préciser outre mesure, M. Turbide a laissé entendre que le Dr Maloney allait réétudier le dossier cette semaine et tenter de trouver de nouveaux bailleurs de fonds pouvant permettre à Québec-Dimanche de renaître de ses cendres.

M. Maloney aurait donné l'assurance à tous les employés « solidaires jusqu'au bout de l'expérience » qu'ils seront remboursés pour les efforts fournis.

M. Turbide, qui était directeur général par interim et directeur des sports de l'hebdomadaire qui se voulait « un quotidien du dimanche », a précisé que la demande d'accréditation syndicale déposée la semaine dernière par des journalistes n'avait aucunement influencé la décision prise par le Dr Maloney.

Mercredi dernier, la direction du journal avait procédé à cinq mises à pied pour ce qu'elle qualifiait dans un communiqué « d''impératifs financiers ».

Le Québec se distingue au 11e Concours de sculpture sur glace

■ QUÉBEC (PC) — L'équipe des Artisans de Saint-Jean-Port-Joli a remporté le premier prix du 11e Concours national de sculpture sur neige, tenu samedi dans le cadre des manifestations précarnavalesques.

L'équipe, formée de MM. Serge L'Ecuyer, Maurice Harvey et Alain Roby, représentera donc le Canada au Concours international de sculpture sur neige qui commence demain.

L'équipe de Ste-Foy, qui a remporté le deuxième prix et qui représentera le Québec au concours international, est formée de MM. Philippe Boutin, Gaston Routhier et Albert Francoeur.

Les noms des gagnants ont été proclamés hier par le jury au cours d'une cérémonie tenue rue Ste-Thérèse où les sculptures resteront exposées durant toute la durée du Carnaval d'hiver qui débute jeudi.

La première équipe a reçu son trophée des mains du ministre du Revenu du Canada, Pierre Bussières, et du directeur régional d'Air Canada, Michel Langlois.

Le deuxième trophée a été remis aux artistes par MM. Robert Lamoureux, directeur de la planification de Québécair et Maurice Laberge, de la compagnie Campbell.

Plus de 50 artistes ont participé au concours et les membres du jury se sont dits surpris de la qualité des sculptures exécutées cette année, ce qui a rendu difficile le choix des vainqueurs.

Le président du concours René Vézina a remercié ceux qui ont rendu possible l'événement: les participants, par leurs efforts; les commanditaires, par leur apport financier et les bénévoles, par leur dévouement et leur enthousiasme.

Le Concours international de sculpture sur neige, qui sera tenu face au Palais de glace, Place du Carnaval, débute demain et se poursuivra jusqu'à dimanche.

Outre les équipes du Canada, du Québec et des Inuit, 12 équipes étrangères rivaliseront pour tenter de s'emparer des trois trophées en jeu: celui du Québec, de la ville de Québec et du Carnaval.

Ces équipes représenteront l'Argentine, la Chine, l'Espagne, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon, le Maroc, les Pays-Bas, la République fédérale allemande et la Suisse.

James W. Lewis aurait vécu isolé

■ KANSAS CITY (UPI) — James W. Lewis, accusé d'avoir tenté d'extorquer $1 million au fabricant de Tylenol, aurait été gardé dans une cellule isolée du pénitencier fédéral de Leavenworth, au Texas, sans droit de téléphoner à son avocat ni à sa famille, depuis le 6 janvier dernier.

C'est en tout cas ce qu'il dit dans une lettre reçue samedi par l'agence de presse UPI. Au Texas, Lewis est accusé de fraude et d'évasion fiscale, des accusations qui n'ont rien à voir avec l'affaire Tylenol.

Permanente «Extrordinaire» de «Elizabeth Arden»



Salon Elizabeth Arden

SPÉCIAL DU MOIS DE FÉVRIER CHEZ SIMPSONS! Du 1er au 28 février, profitez de notre prix spécial pour changer de coiffure! Venez au Salon Elizabeth Arden chez Simpsons où nos spécialistes vous feront une coiffure des plus flatteuses! Prenez votre rendez-vous dès maintenant! Notre spécial comprend coupe, shampooing, mise-en-plis et revitalisant.

Prix Simpsons $35

Du lundi au samedi, composez:
Centre-ville: 284-4207 Fairview: 697-4870, poste 246
Anjou: 353-3300, poste 308 St-Bruno: 461-2211, poste 250
Rayon 487, Salon Elizabeth Arden, au cinquième, centre-ville.
Aussi St-Bruno.

Simpsons MD